

J85
MAINTIEN EN PUISSANCE DES GROUPES
DE PROPULSION
(MPGP)

ANNEXE A

ÉNONCÉ DU TRAVAIL À EXÉCUTER (ETE)

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

Table des matières

1	Introduction.....	4
1.1	Objectif.....	4
1.2	Structure et organisation de l'ETE.....	4
1.3	Contexte	4
1.4	Organisation du soutien en service.....	5
1.5	Aperçu de la planification opérationnelle	5
1.6	Concept de soutien	5
1.7	Principales caractéristiques de l'ETE.....	6
2	Exigences de transition	9
2.1	Démarrage et transition des services	9
2.2	Clôture et fin de la transition des services.....	18
3	Gestion du programme.....	19
3.1	Généralités.....	19
3.2	En blanc intentionnellement.....	19
3.3	Gestion des communications et des relations.....	19
3.4	Coordination de l'activité et du service.....	19
3.5	Coopération avec les organismes externes.....	20
4	Services de soutien technique	22
4.1	Généralités.....	22
4.2	Planification des services de soutien technique	22
4.3	Établissement de rapports sur les services de soutien technique	22
4.4	Réglementation technique	22
4.5	Services de soutien technique – Détails	22
5	Services de soutien à la maintenance.....	26
5.1	Généralités.....	26
5.2	Planification des services de soutien à la maintenance	26
5.3	Établissement de rapports sur les services de soutien à la maintenance	26
5.4	Réglementation technique	26
5.5	Services de soutien à la maintenance – Détails.....	26

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

6	Services de soutien du matériel.....	30
6.1	Généralités.....	30
6.2	Planification des services de soutien du matériel.....	30
6.3	Réglementation technique.....	30
6.4	Approvisionnement.....	31
6.5	Activités d'entreposage.....	31
6.6	Gestion du cycle de vie du matériel (GCVM) et gestion de l'obsolescence.....	33
6.7	Réparation et révision – Administration.....	34
6.8	Soutien à la mission en pièces de rechange – Déploiements de démonstration aérienne avec une trousse de déploiement.....	35
6.9	Mouvements du matériel.....	36
6.10	Aliénation de matériel.....	36
6.11	Administration du matériel.....	38
7	Services de soutien à l'instruction.....	39
7.1	Généralités.....	39
7.2	Planification des services de soutien à l'instruction.....	39
7.3	Établissement de rapports sur les services de soutien à l'instruction.....	39
7.4	Réglementation technique.....	39
7.5	Services de soutien à l'instruction – Détails.....	39
8	Services de soutien à la gestion des données techniques et des publications.....	41
8.1	Généralités.....	41
8.2	Services de soutien à la gestion des données techniques.....	41
8.3	Services de soutien à la gestion et à l'édition des publications.....	42
9	Services de soutien à la gestion de l'information.....	44
9.1	Généralités.....	44
9.2	Planification des services de soutien à la gestion de l'information.....	44
9.3	Réglementation technique.....	44
9.4	Services de soutien à la gestion de l'information – Détails.....	45
10	Besoins en ressources.....	48
10.1	Généralités.....	48
10.2	Personnel.....	48

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8485-23SA01/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
237bb

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-23SA01

File No. - N° du dossier
237bb.W8485-23SA01

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

10.3 Installations	49
--------------------------	----

Liste des tableaux

Tableau 1 : Jalons de la transition.....	11
--	----

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

1 Introduction

1.1 Objectif

- 1.1.1 Le directeur général, Gestion du programme d'équipement aérospatial (DGGPEA) du ministère de la Défense nationale (MDN) a besoin d'un soutien en navigabilité économique pour les groupes de propulsion J85-CAN-40 de General Electric installés à bord des appareils CT114 Tutor de l'Aviation royale canadienne (ARC). Il s'agit d'un besoin à long terme s'échelonnant jusqu'à la fin de la durée de vie de la flotte d'appareils.

1.2 Structure et organisation de l'ETE

- 1.2.1 Le présent énoncé de travail à exécuter (ETE) décrit le travail que le Canada demande à l'entrepreneur d'exécuter. Cet ETE est lié à une spécification de gestion du rendement (annexe D) qui présente les résultats exigés par le Canada.
- 1.2.2 Essentiellement, l'ETE décrit le travail à accomplir (le « quoi »), tandis que la méthode pour accomplir ce travail (le « comment ») doit être proposée par l'entrepreneur. Lorsque l'exécution du travail est directement liée aux politiques ou aux règlements établis, l'entrepreneur sera aiguillé vers les politiques qui doivent être respectées.
- 1.2.3 L'ETE comprend dix (10) sections :
- a. Section 1 – Introduction;
 - b. Section 2 – Exigences de transition;
 - c. Section 3 – Gestion du programme;
 - d. Section 4 – Services de soutien technique;
 - e. Section 5 – Services de soutien à la maintenance;
 - f. Section 6 – Services de soutien du matériel;
 - g. Section 7 – Services de soutien à l'instruction;
 - h. Section 8 – Services de soutien à la gestion des données techniques et des publications;
 - i. Section 9 – Services de soutien à la gestion de l'information; et
 - j. Section 10 – Besoins en ressources.

1.3 Contexte

- 1.3.1 Le moteur à turbine à gaz J85-CAN-40, ci-après dénommé moteur J85, est une variante du moteur General Electric J85 qui a été adapté pour l'avion CT114 Tutor. Le moteur était fabriqué par Orenda, alors une filiale de Hawker-Siddley Canada Ltd, sous licence de General Electric – le fabricant d'équipement d'origine du J85. Le CT114 a été acheté à Canadair au milieu des années 1960 pour entraîner les élèves-pilotes. Depuis l'an 2000, le CT114 a été utilisé dans le rôle de démonstration aérienne par le 431^e Escadron de « Snowbirds » et dans le cadre d'essais en vol d'aéronefs au Centre d'essais techniques (Aérospatiale) [CETA] à Cold Lake. Il y a actuellement 45 moteurs actifs et environ 50 moteurs en stockage à long terme à l'Escadron de soutien technique et des télécommunications aérospatiales (ESTTMA), à Trenton, en Ontario.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

- 1.3.2 La fin de durée de vie prévue de la flotte CT114 est en 2030, sans réduction progressive des heures de vol anticipée, c.à.d. que le contingent annuel d'heures de vol est prévu demeurer relativement constant. Il est prévu que la flotte de CT114 Tutor soit remplacée en 2030.
- 1.3.3 La maintenance de première ligne du J85 est effectuée par des techniciens de l'ARC du 431^e Escadron Moose Jaw, en Saskatchewan. En plus du personnel militaire, les entrepreneurs sur place soutiennent les activités de maintien en puissance du GP du 431^e Escadron en effectuant la maintenance de deuxième niveau, des inspections périodiques et des opérations de cellule d'essai.
- 1.4 **Organisation du soutien en service**
- 1.4.1 Au ministère de la Défense nationale, le sous-ministre adjoint (Matériel) [SMA(Mat)] a la responsabilité de la livraison du matériel et de la prestation des services requis par les Forces armées canadiennes (FAC). Sous la responsabilité du SMA(Mat), la division du directeur général, Gestion du programme d'équipement aérospatial (DGGPEA) est chargée du soutien en service des flottes d'aéronefs. La Direction – Gestion du programme d'équipement aérospatial (Avions-écoles et chasseurs) [DPEAGAEC] est la direction de la DGGPEA qui est responsable du soutien en service de la flotte des CT114 et d'autres flottes.
- 1.4.2 La DPEAGAEC 6-2 est l'autorité technique pour le moteur J85 et est également désignée comme l'équipe de maintien en puissance du groupe de propulsion (équipe de MPGP). L'équipe de MPGP est responsable de la planification et de l'assistance à l'ingénierie et à la maintenance des systèmes du moteur J85 tout au long de son cycle de vie.
- 1.4.3 Située dans la région de la capitale nationale (RCN), l'organisation du gestionnaire des systèmes d'armes (GSA) pour la flotte de chasseurs CT114 fournit le soutien technique relatif au système d'armes et est responsable de la gestion globale du maintien en puissance et du cycle de vie des chasseurs CT114. Au sein de l'organisme technique accrédité (OTA) du GSA, l'ingénieur de conception principal (ICP) est le détenteur du certificat de type (DCT) pour la flotte de CT114.
- 1.5 **Aperçu de la planification opérationnelle**
- 1.5.1 Le quartier général de la 1^{re} Division aérienne du Canada (1 DAC), commandement opérationnel de l'Aviation royale canadienne, établit le contingent annuel d'heures de vol (CAHV) de chaque flotte d'aéronefs de façon à respecter les mandats que le gouvernement du Canada confère à l'ARC.
- 1.5.2 Le CAHV varie d'une année à l'autre, mais devrait rester dans la plage approximative de 2 500 heures à 3 300 heures pour la flotte de CT114.
- 1.6 **Concept de soutien**
- 1.6.1 L'entreprise MPGP J85 permet de soutenir la flotte de chasseurs CT114 dans le cadre d'opérations menées partout dans le monde. L'entrepreneur fera partie intégrante de l'entreprise MPGP. L'entreprise rassemble toutes les organisations qui jouent un rôle dans la prestation des résultats demandés par le Canada en soutien au groupe de propulsion de la flotte de CT114.
- 1.6.2 Le concept de soutien pour le contrat MPGP J85 repose sur la mise en œuvre efficace à la passation de contrats de réparation et de révision afin de livrer les résultats attendus suivants :

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

- a. Gestion du cycle de vie du matériel (GCVM)**, en ce que l'entrepreneur fournira, au nom du MDN, des services de GCVM;
- b. Gestionnaire d'approvisionnement (G Appro)**, en ce que l'entrepreneur fournira, au nom du MDN, des services de G Appro;
- c. Achats commerciaux**, en ce que l'entrepreneur soumettra des prévisions de besoins en approvisionnement de matériel pour approbation par Canada et fournira du matériel commercial disponible lorsque possible et économiquement viable;
- d. Les retombées industrielles et technologiques (RIT)**, qui consistent à tirer profit du contrat pour créer des emplois et stimuler l'économie au Canada.

1.7 Principales caractéristiques de l'ETE

1.7.4 Gestion du programme

- 1.7.1.1** Le Canada conserve l'entière responsabilité de la gestion de programme au sein de l'entreprise MPGP J85, y compris la coordination des ressources et des activités relatives à l'entreprise; cependant, il incombe à l'entrepreneur d'effectuer à l'interne sa gestion de programme en ce qui concerne les tâches visées par le contrat.

1.7.1.2

1.7.4 Soutien d'ingénierie

- 1.7.2.1** Pour permettre l'optimisation des résultats en matière de rendement concernant le contrat MPGP J85, l'entrepreneur aura la responsabilité des activités de maintien de la navigabilité nécessaires au soutien du moteur J85. L'entrepreneur devra demander et obtenir l'approbation de l'Autorité de navigabilité technique (ANT) en ce qui concerne la portée et l'ampleur des autorisations de navigabilité nécessaires à la prestation des services de soutien technique complets. La plupart des fonctions normalement associées à un OTA en feront partie.

- 1.7.2.2** La responsabilité du maintien de la navigabilité fournit à l'entrepreneur un cadre qui lui permet de déterminer les changements à apporter au programme de maintenance, de préparer et d'approuver les données techniques d'après les processus approuvés de navigabilité en vue de soutenir les changements jugés nécessaires, et de mettre en œuvre ces changements par des modifications de publication ou d'un autre moyen jugé approprié.

1.7.4 Soutien à la maintenance

1.7.3.1 Généralités

- 1.7.3.1.1** Le programme de maintenance approuvé des moteurs J85 comprend toutes les activités de maintenance de premier, deuxième et troisième niveaux, planifiées ou non planifiées.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

1.7.3.2 Maintenance de premier niveau

1.7.3.2.1 La maintenance de premier niveau est une responsabilité du Canada exécutée par les unités de l'ARC. Par l'intermédiaire des services de soutien à la maintenance, l'entrepreneur aura un rôle de soutien à la maintenance de premier niveau en vue d'améliorer les compétences en dépannage et en réparation.

1.7.3.3 Maintenance de deuxième niveau

1.7.3.3.1 La maintenance de deuxième niveau s'exerce actuellement en deuxième ligne (Moose Jaw) et en troisième ligne dans les installations de l'entrepreneur. En raison du besoin d'améliorer les compétences techniques à la première ligne, le 431^e Escadron peut effectuer une rotation des techniciens de l'ARC dans le compartiment moteur et l'installation d'essai des moteurs à des fins de familiarisation/formation; cependant, les travaux de deuxième ligne seront exécutés par le personnel de l'entrepreneur.

1.7.3.3.2 Pour faciliter la responsabilisation de l'entrepreneur pour les sorties de production de deuxième ligne, le Canada mettra à disposition ses installations de réparation de moteurs, ses installations d'essai de moteurs et l'équipement connexe. L'entrepreneur obtient ces renseignements à partir de la prévision annuelle des activités.

1.7.3.4 Maintenance de troisième niveau

1.7.3.4.1 La maintenance de troisième niveau, les réparations et les révisions sont du ressort de l'entrepreneur.

1.7.4 Soutien du matériel

1.7.4.1 L'entrepreneur assumera les responsabilités liées à la gestion du cycle de vie pour toutes les pièces et tout le matériel de soutien des groupes de propulsion (GP).

1.7.5 Soutien à l'instruction

1.7.5.1 L'instruction officielle des techniciens de première ligne est la responsabilité du Canada. Comme le niveau de compétence des techniciens de l'ARC contribuera directement aux résultats en matière de rendement du MPGP, l'entrepreneur peut employer ses ressources sur le terrain pour fournir du mentorat, de l'encadrement et des briefings techniques, ou réaliser d'autres initiatives qui amélioreront le niveau de compétence.

1.7.6 Soutien à la gestion des données et des publications techniques

1.7.6.1 Outre ses responsabilités en matière de soutien du génie, l'entrepreneur assurera la tenue et la mise à jour des données techniques liées au moteur J85 et de toutes les publications techniques ayant trait au programme de maintenance approuvées et énumérées dans l'appendice 6 – Liste des références.

1.7.7 Soutien à la gestion de l'information

1.7.7.1 Le Canada utilise actuellement des systèmes de GI-TI propres à chaque flotte; ils ont été élaborés et mis en œuvre au fil des ans. Certains de ces systèmes sont jugés obligatoires et essentiels aux opérations, et le soutien et la maintenance continus de ces systèmes sont la responsabilité de l'entrepreneur. Outre les systèmes obligatoires, l'entrepreneur peut utiliser les solutions de GI-TI qui permettent de mieux appuyer les exigences du contrat formulées par le Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8485-23SA01/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
237bb

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-23SA01

File No. - N° du dossier
237bb.W8485-23SA01

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

1.7.8 Besoins en ressources

- 1.7.8.1 À moins d'indication contraire dans l'ETE, l'entrepreneur doit soumettre une proposition à l'AT pour que les besoins en ressources de l'entrepreneur soient intégrés dans les installations du MDN afin de répondre au mieux aux exigences des services de soutien.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

2 Exigences de transition

2.1 Démarrage et transition des services

2.1.1 Généralités

2.1.1.1 D'ici la fin de la période de transition, l'entrepreneur doit assumer la responsabilité de toute la portée des travaux décrits dans le présent ETE, conformément au tableau 1 (ci-dessous).

2.1.1.2 L'entrepreneur doit élaborer un plan de transition et de mise en œuvre du contrat et présenter celui-ci conformément à la LDEC PM-003.

2.1.1.3 L'entrepreneur doit respecter les exigences de transition suivantes :

- a. se conformer au processus d'examen de la capacité opérationnelle;
- b. atteindre la capacité opérationnelle de base (COB), conformément aux exigences définies au tableau 1 ci-après;
- c. atteindre la capacité opérationnelle initiale (COI) conformément aux exigences définies au tableau 1 ci-après;
- d. atteindre la capacité opérationnelle totale (COT) conformément aux exigences définies au tableau 1 ci-après.

2.1.2 Processus d'examen de la capacité opérationnelle

2.1.2.1 Les évaluations de la COB, de la COI et de la COT seront menées dans le cadre du processus d'examen de la capacité opérationnelle, lequel consistera en une réunion inaugurale liée au contrat qui sera suivie d'une série d'autres réunions d'examen de la capacité opérationnelle.

2.1.2.2 Le plan de transition et de mise en œuvre du contrat servira de document de base pour l'établissement des listes de contrôle à l'appui du processus d'examen de la capacité opérationnelle de base (COB), de la capacité opérationnelle initiale (COI) et de la capacité opérationnelle totale (COT).

2.1.2.3 Réunion inaugurale liée au contrat. La réunion inaugurale liée au contrat servira à examiner les questions de transition, notamment l'examen et discussion du plan de transition et de mise en œuvre du contrat de l'entrepreneur (LDEC PM-003):

2.1.2.4 Réunions d'examen de la capacité opérationnelle. Les réunions d'examen de la capacité opérationnelle ont pour but d'évaluer les progrès accomplis en regard du plan de transition et de mise en œuvre du contrat, d'examiner les listes de contrôle de la COB, de la COI et de la COT, et de résoudre tout problème susceptible de survenir. Ces réunions auront lieu toutes les deux semaines, à la discrétion du Canada, jusqu'à l'atteinte de la COI. Elles se tiendront par la suite sur une base mensuelle jusqu'à l'atteinte de la COT. Ces réunions se feront en personne, par téléconférence ou par vidéoconférence, suivant les instructions de l'AT.

2.1.2.5 Les réunions d'examen de l'avancement des travaux et les réunions d'examen technique, qui sont définies à la section 3, débiteront après l'atteinte de la COI et pourraient se tenir parallèlement aux réunions d'examen de la capacité opérationnelle.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

2.1.3 Jalons de transition

2.1.3.1 Le contrat comprend les étapes de transition suivantes :

- a. Date de début des opérations. La date de début des opérations doit être fixée par l'autorité contractante et correspondre idéalement à la date d'approbation du contrat. COB.
L'entrepreneur doit démontrer sa capacité à fournir les services de soutien jugés critiques et essentiels tels que définis dans le tableau 1, 30 jours après la date de début des opérations, ou tels que définis dans le tableau 1;
- b. COI. L'entrepreneur doit démontrer la capacité de fournir un niveau initial de préparation pour soutenir les activités dans le cadre du contrat tel que défini dans le tableau 1, six mois après la date de début des opérations, ou tel que défini dans le tableau 1;
- c. COT. L'entrepreneur doit démontrer qu'il est en mesure de soutenir toutes les activités comprises dans la portée du présent contrat, 12 mois après la date de début des opérations, ou tel que défini dans le tableau 1.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8485-23SA01/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-23SA01

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier
237bb.W8485-23SA01

Buyer ID - Id de l'acheteur
237bb

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

Tableau 1 : Jalons de la transition

N°	Réf. ETE	Activité	COB	COI	COT	Remarques	L'activité peut nécessiter une ANT/transfert en faveur d'un tiers?
1	4	Obtenir l'agrément OTA provisoire.	X			Selon les exigences établies par l'ANT après les premières discussions avec l'entrepreneur. L'agrément ou la reconnaissance provisoire doit être obtenu au plus tard à l'atteinte de la COI.	ANT
2	4	Obtenir l'agrément OTA complet.			X	Selon les exigences établies par l'ANT après l'audit d'agrément de l'entrepreneur. L'agrément complet ou la reconnaissance complète doit être obtenu après au plus 12 mois.	ANT
3	4	Être capable d'offrir des services de recherches et d'appui techniques.	X				ANT
4	4	Assumer les fonctions de maintien de la navigabilité : exécuter toutes les activités et soumettre le dossier technique (TDP) au Canada aux fins d'approbation.		X			ANT
5	4	Assumer les fonctions de maintien de la navigabilité : exécuter toutes les activités et les approuver conformément à la portée de l'appendice 7 – Décisions d'importance.			X	Selon l'état de navigabilité qui a été accordé par les autorités dans le cadre de l'agrément provisoire ou complet délivré par l'ANT.	ANT
6	4	Offrir un soutien technique (paragraphe 4.5.4).	X			Dès que possible, mais dans les 60 jours après la date de début des opérations.	ANT
7	5	Obtenir l'agrément de l'organisme de maintenance autorisé (OMA) provisoire.	X			Selon les exigences établies par l'ANT après les premières discussions avec l'entrepreneur. L'agrément ou la reconnaissance provisoire doit être obtenu au plus tard à l'atteinte de la COI.	

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8485-23SA01/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-23SA01

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier
237bb.W8485-23SA01

Buyer ID - Id de l'acheteur
237bb

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

N°	Réf. ETE	Activité	COB	COI	COT	Remarques	L'activité peut nécessiter une ANT/transfert en faveur d'un tiers?
8	5	Obtenir l'agrément OMA complet.			X	Selon les exigences établies par l'ANT après l'audit d'agrément de l'entrepreneur. L'agrément complet ou la reconnaissance complète doit être obtenu après au plus 12 mois.	
9	5	Fournir des services de réparation et de révision et une maintenance de deuxième niveau.	X				
10	5	Établir une capacité pour effectuer la réparation et la révision pour le fourbi, la turbine et le moteur du J85.			X		
11	5	Contrôler les résultats au deuxième échelon.	X				
12	5	Offrir une expertise technique au premier échelon.	X				
13	5	Effectuer la maintenance de deuxième et troisième niveaux du matériel de soutien.			X		
14	5	Fabriquer des pièces conformément aux ITFC ou aux plans approuvés.		X			ANT
15	5	Être en mesure de fournir un détachement mobile de réparation (Dét MR).		X			
16	6	L'entrepreneur assumera les responsabilités de GCVM	X				
17	6	Mener les activités d'approvisionnement en pièces consommables et à comptabiliser (réparables).	X				
18	6	Utiliser le SIGRD pour le contrôle des activités de réparation et révision.		X			
19	6	Mettre en œuvre les politiques en matière de réparation et révision prévues dans le document A-LM-184-001/JS-001 et précisées à la partie 6 de l'ETE, et s'y conformer.	X				

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8485-23SA01/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
237bb

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-23SA01

File No. - N° du dossier
237bb.W8485-23SA01

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

N°	Réf. ETE	Activité	COB	COI	COT	Remarques	L'activité peut nécessiter une ANT/transfert en faveur d'un tiers?
20	6	Faire l'inventaire de toutes les PRFE et les cataloguer dans le SIGRD.		X			
21	6	Établir les formules pour déterminer les dimensions des trousse de déploiement.		X			
22	6	Contrôler, gérer et stocker les trousse de déploiement contenant les pièces de rechange des systèmes de GP.		X			
23	6	Prendre en charge les responsabilités du gestionnaire en approvisionnement pour toutes les pièces consommables et à comptabiliser (réparables) énumérées à l'appendice 1.	X				
24	6	Être en mesure de cataloguer le matériel et de mettre à jour les codes de matériel dans le SIGRD.	X				
25	6	Être en mesure de préparer et de soumettre les plans et documents d'aliénation.		X			
26	6	Être en mesure de mener des activités d'aliénation au troisième échelon.		X			
27	7	Être en mesure d'offrir une formation sur l'équipement, les outils et les systèmes de GI-TI nouveaux, qui sont introduits ou entretenus par l'entrepreneur.		X			
28	7	Être en mesure de fournir une aide pour la familiarisation technique du personnel au Canada.			X		
29	7	Mettre en œuvre des initiatives axées sur les compétences relatives à la maintenance au premier échelon.			X		

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8485-23SA01/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
237bb

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-23SA01

File No. - N° du dossier
237bb.W8485-23SA01

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

N°	Réf. ETE	Activité	COB	COI	COT	Remarques	L'activité peut nécessiter une ANT/transfert en faveur d'un tiers?
30	8	Gérer et mettre à jour les données techniques sur les systèmes de GP et en donner l'accès au Canada.		X			ANT
31	8	Obtenir, gérer et utiliser les données techniques du fabricant d'équipement d'origine (FEO).		X			ANT
32	8	Traiter les REP, les RENS et les demandes de modification de publications urgentes soumis par le Canada et soumettre les publications révisées en format PDF.	X				ANT
33	8	Examiner l'ensemble des REP, RENS et demandes de modification de publication, y donner suite et produire les publications révisées dans le format demandé (PDF/XML, imprimé, etc.).		X			ANT
34	8	Assurer une gestion continue des publications et fournir des services d'édition.			X		ANT
35	9	Développer, maintenir et soutenir la capacité initiale du système d'échange de renseignements par voie électronique en donnant accès à tous les produits livrables du contrat ainsi qu'à la documentation et aux données produites à l'appui du contrat.		X			ANT
36	9	Terminer la mise en œuvre de toutes les composantes du système d'échange de renseignements par voie électronique.			X		ANT
37	9	Rendre compte des paramètres de rendement au moyen du système d'échange de renseignements par voie électronique.		X			

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8485-23SA01/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
237bb

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-23SA01

File No. - N° du dossier
237bb.W8485-23SA01

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

N°	Réf. ETE	Activité	COB	COI	COT	Remarques	L'activité peut nécessiter une ANT/transfert en faveur d'un tiers?
38	9	Donner accès aux produits livrables et données historiques du GP au moyen du système d'échange de renseignements par voie électronique.			X		ANT
39	9	Établir un système de reprise après catastrophe pour toutes les données du système d'échange de renseignements par voie électronique.		X			
40	9	Fournir un soutien sur le terrain à l'appui du Système informatisé de maintenance d'aéronefs (SIMA) et pour l'entrée de données dans ce système et autres outils connexes, afin d'en assurer l'accessibilité continue.	X				
41	9	Transférer toute l'infrastructure de GI-TI liée au SIMA (logiciels et matériel), y compris les formulaires.	X			Le transfert du matériel du SIMA (et des systèmes connexes) à l'entrepreneur doit se faire dans les 45 jours suivant la date de début des opérations, et ce, d'une manière coordonnée afin d'éviter toute incidence sur les opérations et de limiter le temps d'indisponibilité du système à au plus 48 heures.	
42	9	Utiliser les systèmes de TI soutenus par le Canada (SIMA, Système d'information sur la sécurité des vols, rapports d'état non satisfaisants, services de soutien du matériel et de la formation).	X				
43	9	Fournir des services d'échange de données (données SIMA).	X				
44	9	Démontrer la conformité avec la réglementation en matière de GI/TI (par. 9.4).	X				
45	10	Satisfaire aux besoins en ressources humaines de l'entrepreneur à la base principale (10.2.1.5).	X			Dès que possible, mais dans les 60 jours après la date de début des opérations.	

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8485-23SA01/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
237bb

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-23SA01

File No. - N° du dossier
237bb.W8485-23SA01

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

N°	Réf. ETE	Activité	COB	COI	COT	Remarques	L'activité peut nécessiter une ANT/transfert en faveur d'un tiers?
46	10	Fournir une expertise en matière de maintenance aux premier et deuxième échelons et de diagnostic de panne, un soutien en matière de GI-TI ainsi qu'un soutien technique, tous les jours, 24 heures sur 24.		X			ANT pour l'ingénierie et le support technique
47	11	Mettre en œuvre les besoins des rapports de l'annexe D (Spécification relative à la gestion du rendement)		X		Reportez-vous à l'annexe D – Spécification relative à la gestion du rendement, pour obtenir des précisions supplémentaires.	

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

2.1.4 Mise en œuvre de la navigabilité

2.1.4.1 Le processus de mise en œuvre de la navigabilité, également nommé navigabilité initiale, dépendra des agréments dont l'entrepreneur est titulaire et de l'organisme de réglementation attiré duquel ils relèvent.

2.1.4.2 Généralement, trois parcours sont possibles :

- a. L'ANT du MDN a déjà accordé à l'entrepreneur un agrément dont la portée est semblable. L'entrepreneur doit présenter ses manuels des procédés de navigabilité approuvés par l'ANT (ingénierie et maintenance). Le personnel de l'ANT du MDN examinera ces documents et proposera des modifications ou de nouvelles exigences en fonction du champ d'application du contrat.
- b. L'entrepreneur est titulaire d'un agrément dont le champ d'application est semblable et qui est décerné par un autre organisme de réglementation reconnu. L'entrepreneur soumet ses manuels des procédés de navigabilité (MPN) approuvés et, suivant les directives du personnel de l'ANT du MDN, il préparera et présentera un supplément sur la navigabilité aérienne du MDN (LDEC AW-002).
- c. Les agréments de l'entrepreneur ne couvrent qu'une partie du champ d'application. L'entrepreneur doit présenter ses manuels des procédés existants (LDEC AW003/004/005) et, suivant les instructions du personnel de l'ANT, il modifiera ou rédigera, puis soumettra les MPN requis à l'appui du champ d'application du présent contrat.

2.1.4.3 Le plan de transition et de mise en œuvre du contrat doit donner un aperçu de la stratégie de l'entrepreneur pour obtenir l'agrément de l'ANT du MDN et la reconnaissance de la COT.

2.1.4.4 Dans la semaine suivant l'attribution du contrat, l'entrepreneur doit présenter une demande d'agrément directement à l'ANT du MDN.

2.1.4.5 Quel que soit le parcours d'approbation par l'ANT du MDN, l'entrepreneur doit présenter une version préliminaire du plan de gestion de la navigabilité (LDEC AW-001) à l'ANT du MDN, au plus tard deux semaines après l'attribution du contrat, et une version révisée du plan de gestion de la navigabilité, dans les deux semaines suivant les premières discussions avec le personnel de l'ANT du MDN. Le personnel de l'ANT du MDN évaluera ce plan afin d'établir les critères d'agrément provisoire.

2.1.5 Mise en œuvre de la gestion du matériel

2.1.5.1 En plus de planifier les activités de transition du tableau 1 qui sont nécessaires à l'obtention d'un régime constant, l'entrepreneur doit planifier les activités ponctuelles suivantes pour réaliser la transition des services de soutien du matériel. Ces activités seront axées sur les tâches, comme détaillées dans les tableaux 1 et 2 de l'annexe B et doivent être terminées au plus tard la COT.

2.1.5.1.1 L'entrepreneur doit procéder à une rationalisation initiale des stocks actuels de pièces de rechange des systèmes de GP appartenant au MDN. Cette rationalisation a pour but de retirer des stocks les pièces de rechange qui ne sont pas nécessaires au maintien de la flotte jusqu'à ce qu'elle soit mise hors service.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

- 2.1.5.1.2 L'entrepreneur doit, pour les stocks déterminés comme étant excédentaires par rapport aux besoins de la durée de vie prévue (DVP) de la flotte (par. 2.1.6.1.6), effectuer les activités d'élimination approuvées par l'AT.
- 2.1.6 **Mise en œuvre du soutien à l'instruction**
 - 2.1.6.1 Outre les activités de transition indiquées au Tableau 1, et nécessaires à la prestation des services de soutien à l'instruction continue, l'entrepreneur doit faciliter la mise sur pied d'un groupe de travail ponctuel sur les compétences techniques et en faire partie avec les représentants de première ligne de l'ARC, afin d'améliorer les services de soutien à l'instruction de l'entrepreneur et de les harmoniser aux programmes et politiques existants du MDN. Ce groupe de travail doit être mis en place avant l'atteinte de la COT.
- 2.2 **Clôture et fin de la transition des services**
 - 2.2.1 **Généralités**
 - 2.2.2.1 L'entrepreneur doit préparer et soumettre un plan de clôture du contrat conformément à la LDEC PM004.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

3 Gestion du programme

3.1 Généralités

- 3.1.1 Le Canada est responsable de la gestion du programme et de la direction du MPGP au niveau de l'entreprise.
- 3.1.2 L'entrepreneur doit réaliser les activités de gestion interne de programme, liées à la portée du contrat, requises pour atteindre les objectifs de rendement et respecter les exigences contractuelles. L'entrepreneur doit désigner un Gérant du Programme relevant de l'Autorité contractante, l'Autorité des achats et l'AT.

3.2 En blanc intentionnellement

3.3 Gestion des communications et des relations

3.3.1 Examens des services de soutien et rapports connexes

- 3.3.1.1 L'entrepreneur doit participer aux forums de gestion mensuels suivants :
 - a. réunions d'examen de l'avancement des travaux;
 - b. réunions d'examen techniques.
 - 3.3.1.2 L'entrepreneur doit participer aux réunions énumérées ci-dessus en personne, par téléconférence ou par vidéoconférence, suivant les instructions du Canada. La fréquence des réunions d'examen techniques peut être réduite à la demande de l'AT. La fréquence des réunions d'examen de l'avancement des travaux peut être réduite à la demande de l'AT, le responsable des achats et l'autorité chargée du contrat.
- #### **3.4 Coordination de l'activité et du service**
- ##### **3.4.1 Représentant technique d'ingénierie**
- 3.4.1.1 L'entrepreneur doit désigner un représentant relevant de l'AT sur le plan technique de la coordination de la prestation des services liée à la pleine portée des travaux figurant dans le présent ETE. Le représentant de l'entrepreneur doit être en mesure de mobiliser rapidement les ressources techniques de l'entrepreneur pour prendre des décisions en temps opportun et coordonner un soutien efficace au GSA pour toute la gamme de services figurant dans le présent ETE. Le représentant peut être intégré à l'équipe à l'intérieure de la RCN ou un des ingénieurs centraux aux installations de l'entrepreneur.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

3.4.2 Prévision annuelle des activités

3.4.2.1 Le Canada fournira chaque année les intrants nécessaires à la prévision annuelle des activités, sans oublier les hypothèses émises et les inconnus relevés. Les intrants seront les suivants :

- a. le CAHV prévu pour l'année suivante et le CAHV prévu pour la durée de vie prévue;
- b. la taille actuelle et prévue de la flotte;
- c. le nombre d'aéronefs en usine et le calendrier approximatif;
- d. le nombre d'aéronefs actifs affectés à des rôles autres que le vol et le calendrier approximatif;
- e. les principaux programmes de modification des aéronefs et le calendrier approximatif;
- f. le calendrier des démonstrations aériennes prévues pour l'année suivante;
- g. une nouvelle confirmation des cibles relatives aux paramètres de rendement;
- h. exigences liées aux lots de déploiement;
- i. DVP planifiée et modification le cas échéant;
- j. exigences en matière de déplacements obligatoires de l'entrepreneur (symposiums prévus, conférences, visites aux bases, etc.);
- k. analyses de simulations devant être traitées par l'entrepreneur dans la prévision annuelle des activités;
- l. prévoir les exigences des services basés sur les tâches;
- m. nature et quantité des propositions de changement de valeur.

3.4.2.2 L'entrepreneur doit préparer et présenter la prévision annuelle des activités, conformément au document LDEC PM-002, en fonction des observations fournies par le Canada.

3.4.2.3 Les modifications ayant une incidence sur la prévision annuelle des activités doivent être consignées conformément à l'ordre de modification, LDEC PM-005.

3.4.3 Prévisions d'activité à long terme

3.4.3.1 L'entrepreneur doit préparer, présenter et tenir des prévisions d'activité à long terme, conformément au document LDEC PM-001, en fonction des observations fournies par le Canada, chaque année, comme il est indiqué au paragraphe 3.4.2.1.

3.4.4 Gestion des travaux supplémentaires

3.4.4.1 L'entrepreneur doit assurer la gestion et le contrôle des travaux supplémentaires requis. Les travaux supplémentaires requis seront soumis au Canada pour approbation et attribués à l'aide d'un DND 626.

3.5 Coopération avec les organismes externes

3.5.1 Dans le cadre de la stratégie de gestion des systèmes d'armes à l'échelle de la plateforme, l'entrepreneur doit tenter d'obtenir du soutien de la part de l'AT avant d'établir des relations de travail avec d'autres entrepreneurs de soutien de la flotte d'appareils CT114 (véhicules aériens principaux, système d'avionique, entrepreneurs en réparation et révision pour divers composants hors du champ d'application) pouvant être requises par intervalles à l'appui des activités liées au MPGP J85.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8485-23SA01/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
237bb

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-23SA01

File No. - N° du dossier
237bb.W8485-23SA01

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

- 3.5.2 L'entrepreneur doit tenter d'obtenir du soutien de la part de l'AT avant d'établir des voies de communication avec d'autres organismes du MDN ou d'autres organismes militaires étrangers pouvant être requises par intervalles à l'appui des activités liées au MPGP J85.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

4 Services de soutien technique

4.1 Généralités

- 4.1.1 L'entrepreneur doit offrir tous les services de soutien technique nécessaires à l'appui des systèmes du GP et du matériel de soutien mentionnés à l'appendice 1. Même si le Canada ne mènera pas ces activités, il conservera les autorités approuvées particulières s'ajoutant à la portée et à l'ampleur de l'autorité de navigabilité de l'entrepreneur définies à l'appendice 7.

4.2 Planification des services de soutien technique

- 4.2.1 L'entrepreneur doit fournir des services de soutien technique conformément.

4.3 Établissement de rapports sur les services de soutien technique

- 4.3.1 L'entrepreneur doit produire et mettre à jour les rapports techniques à l'appui de toutes les activités de soutien technique. Les rapports techniques incluent toute la documentation relative à la navigabilité qui satisfait aux critères de conservation à titre de dossier type, de dossier technique ou de dossier organisationnel, conformément à la partie 5, chapitre 5, du Manuel de navigabilité technique (MNT).
- 4.3.2 L'entrepreneur doit permettre à l'AT d'avoir accès aux dossiers techniques, par l'intermédiaire du système d'échange de renseignements par voie électronique, comme il est défini à la section 9.

4.4 Réglementation technique

- 4.4.1 L'entrepreneur doit obtenir et conserver l'approbation de l'ANT à titre d'organisme technique accrédité (OTA) pour fournir des services de soutien technique.
- 4.4.2 L'entrepreneur doit concevoir, présenter et tenir à jour un manuel des procédés techniques (MPT) conformément à la LDEC AW-003.
- 4.4.3 L'entrepreneur doit réaliser toutes les activités d'ingénierie conformément au Manuel de navigabilité technique et au MPT approuvé par l'ANT du MDN.

4.5 Services de soutien technique – Détails

4.5.1 Généralités

- 4.5.1.1 Les services de soutien technique comptent trois composantes : recherches et appui techniques (TIES), maintien de la navigabilité et soutien technique.

4.5.2 Recherches et appui techniques

- 4.5.2.1 Afin d'atteindre les résultats prévus au contrat, l'entrepreneur doit mener des recherches et appui techniques (TIES) à l'appui des modifications de conception ou des modifications du programme de maintenance. Les TIES peuvent comprendre les éléments suivants :

- a. enquêtes techniques;

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

- b. études techniques;
 - c. soutien aux enquêtes sur la sécurité des vols.
- 4.5.2.2 Les TIES vont généralement être prévus dans la prévision annuelle des activités et les prévisions d'activité à long terme, et donc pas sujet au processus d'autorisation des tâches.
- 4.5.2.3 Advenant que les TIES impliquent des dépenses additionnelles d'un sous-contrat ou qu'ils sont d'une complexité et durée supérieures nécessitant des ressources contractuelles additionnelles pour compléter les TIES, ils seront sujets à l'autorisation des tâches, au fur et à mesure des besoins, sur présentation d'un formulaire Autorisation des tâches (DND 626) dûment signé.
- 4.5.2.4 L'entrepreneur doit fournir les TIES, conformément au document LDEC ES-001.
- 4.5.3 **Maintien de la navigabilité aérienne**
- 4.5.3.1 L'entrepreneur doit exécuter toutes les activités de maintien de la navigabilité pour les composants indiqués à l'appendice 1 sans dépasser la portée et l'ampleur de l'autorité de navigabilité décrite à l'annexe 7.
- 4.5.3.2 L'entrepreneur doit exécuter les fonctions de maintien de la navigabilité énoncées dans le MNT, partie 3, et développées ci-dessous :
 - a. Conduite et contrôle de la maintenance. La portée des travaux de l'entrepreneur en matière de conduite et de contrôle de la maintenance est essentiellement décrite à la section 5 du présent ETE. Cependant, dans le cadre des services de soutien technique, l'entrepreneur doit :
 - i. gérer les programmes de maintenance de premier, deuxième et troisième niveaux approuvés pour les systèmes du GP J85, en veillant au maintien de la précision et de la pertinence du contenu technique des publications de maintenance mentionnées à l'appendice 1;
 - ii. surveiller et modifier le programme de maintenance pour assurer son efficacité en fonction de l'expérience réelle en service et mettre en œuvre les changements qui ont été approuvés, ou ceux requis à la suite d'activités de surveillance;
 - iii. soutenir l'AT dans l'évaluation des demandes d'écart au programme de maintenance approuvé.
 - b. Certification des modifications de conception. Certification des modifications de conception, en particulier les modifications, altérations et changements apportés au programme de maintenance, les pièces de substitution, l'élaboration de nouvelles méthodes de réparation et les réparations non standard, selon les définitions du MNT.
 - c. Gestion de la configuration. La gestion de la configuration en service comprend la détermination, le contrôle, le rapport sur l'état et les vérifications de la configuration concernant tout l'équipement dans la portée identifiée dans l'Appendice 1, conformément au MNT et au plan de gestion de la configuration des CT114. Plus particulièrement :
 - i. L'entrepreneur doit examiner annuellement les plans de gestion de la configuration des CT114 précisés à l'appendice 6, et formuler des recommandations en matière de

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

misés à jour pour assurer l'exactitude de ces plans et harmoniser les activités de l'entrepreneur en matière de gestion de la configuration.

- ii. L'entrepreneur doit obtenir du GSA les numéros de contrôle de configuration de tous les processus de navigabilité technique et transmettre les TDP remplis au GSA des CT114 aux fins de conservation.

- d. Surveillance de l'utilisation du produit. La surveillance de l'usage des produits comprend ce qui suit :

- i. l'examen des rapports d'état non satisfaisants et des rapports de défaillance précédant l'installation, la réponse à ces rapports et la mise en œuvre des mesures correctives;
- ii. l'évaluation des consignes de navigabilité reçues de l'ANT ou d'autres organismes de réglementation, les dispositions du fabricant d'équipement d'origine (FEO) et les documents de navigabilité et de sécurité aérienne (DNSA) reçus de l'AT, afin d'en déterminer l'applicabilité et l'acceptabilité pour les systèmes de GP J85. (Les DNSA incluent, par exemple, les bulletins de service d'autres utilisateurs de moteurs J85.)
- iii. la détermination de l'applicabilité et de la pertinence des programmes d'ingénierie et des programmes techniques du programme d'amélioration des composants pour le Canada, ainsi que la mise en œuvre des mesures de suivi nécessaires;
- iv. le suivi des rapports d'événement sur la sécurité des vols, ainsi que la recommandation et la mise en œuvre, au besoin, de mesures de prévention basées sur les événements touchant la sécurité des vols;
- v. le suivi des progrès accomplis à la suite des inspections spéciales de première et deuxième lignes, conformément à la procédure EMT09.034 du DGGPEA;
- vi. Fournir un soutien technique au plan d'évaluation des aéronefs vieillissants CT114 pour les systèmes d'alimentation secondaires. Cela consiste à évaluer l'applicabilité et la similitude des dispositions relatives aux modes de défaillance de l'USN fournies par l'AT, à effectuer une évaluation des menaces de vieillissement définies et à fournir une recommandation sur la navigabilité des systèmes jusqu'à la fin de la DVP;
- vii. la surveillance, le suivi et la détermination du risque en matière de navigabilité à l'intention de l'AT et, au besoin, la préparation d'évaluations du risque en matière de navigabilité, notamment le traitement des registres de gestion des risques liés à la navigabilité [RGRN] (LDEC ES-003);
- viii. la présentation de données sur le rapport de navigabilité annuel, conformément au document LDEC ES-004;
- ix. la présentation de données à l'AT, à l'appui de la surveillance de l'utilisation des produits, sous la forme d'un rapport trimestriel de fiabilité et de soutenabilité pour les systèmes du GP (LDEC ES-005).

- 4.5.3.3 Fonctions liées à la navigabilité conservées par le Canada. L'entrepreneur doit soumettre à l'AT tous les TDP portant sur les modifications de conception touchant les procédés de navigabilité définis à l'appendice 7 dont le MDN a conservé l'autorité approbatrice. L'entrepreneur doit soumettre le TDP concernant les modifications de conception conformément à la LDEC ES-002. L'entrepreneur peut formuler des recommandations à l'AT concernant des modifications à apporter au programme de

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

maintenance qui ont une incidence sur l'équipement et les publications et qui ne figurent pas à l'appendice 1, si ces modifications doivent avoir des effets bénéfiques sur les résultats du contrat de MPPG J85 ou si elles sont requises en raison de modifications apportées aux données techniques des systèmes du GP.

4.5.4 Soutien technique

- 4.5.4.1 L'entrepreneur doit fournir avec rapidité et précision une expertise des systèmes à l'AT, au personnel d'entretien spécialisé et à d'autres organismes concernés, laquelle s'exercera entre autres par :
- a. services du représentant technique d'ingénierie, comme il est défini à la section 10;
 - b. la participation à des réunions, conférences et symposiums pour y apporter un soutien technique, à la demande de l'AT;
 - c. l'accompagnement du personnel du GSA dans le cadre des visites des BOP et d'autres lieux, comme l'exige le Canada, à l'appui des activités de soutien des systèmes du GP.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

5 Services de soutien à la maintenance

5.1 Généralités

- 5.1.1 L'entrepreneur doit exécuter la maintenance, la réparation et la révision de deuxième et troisième niveau et aider à la maintenance de premier niveau de l'ensemble des composants et du matériel de soutien des systèmes du GP indiqués à l'appendice 1.

5.2 Planification des services de soutien à la maintenance

- 5.2.1 L'entrepreneur doit fournir des services de soutien à la maintenance.

5.3 Établissement de rapports sur les services de soutien à la maintenance

- 5.3.1 Sans objet.

5.4 Réglementation technique

- 5.4.1 L'entrepreneur doit obtenir et conserver l'approbation de l'ANT à titre d'organisme de maintenance accrédité (OMA) pour fournir des services de soutien à la maintenance.
- 5.4.2 L'entrepreneur doit concevoir, présenter et tenir à jour un manuel des processus de maintenance (MPM) conformément à la LDEC AW-005.
- 5.4.3 L'entrepreneur doit exécuter toutes les activités de maintenance, de réparation et de révision, conformément au MNT et au MPM approuvé par l'ANT du MDN.
- 5.4.4 La série P des Instructions techniques des Forces canadiennes (ITFC) [C-05-005-PXX/AM-001] définit les processus et les politiques suivis par le MDN pour atteindre les objectifs opérationnels en matière de maintenance et d'ingénierie conformément aux règles et aux normes de navigabilité des FC et autres ordonnances et lois qui s'appliquent. Lorsqu'il exécute ses activités de maintenance de première et deuxième lignes en collaboration avec le personnel du MDN, l'entrepreneur doit démontrer qu'il respecte la série P des ITFC.
- 5.4.5 La politique du MDN qui régit l'étalonnage se trouve dans la publication C-06-020-001/AM-001, Politique d'étalonnage du matériel d'essai. La majeure partie du matériel et des appareils d'essai, ainsi que certains outils, doivent faire l'objet d'une inspection initiale, d'inspections périodiques subséquentes et d'un étalonnage pour en assurer la précision. L'entrepreneur doit démontrer que son programme d'étalonnage donne des résultats équivalents.

5.5 Services de soutien à la maintenance – Détails

5.5.1 Généralités

- 5.5.1.1 Tel qu'il est indiqué à l'appendice 7, le transfert de la portée et de l'étendue de la maintenance des systèmes des GP entre les lignes de maintenance constitue une décision d'importance.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

5.5.2 Maintenance de troisième niveau

5.5.2.1 L'entrepreneur doit effectuer la maintenance de troisième niveau en troisième ligne des composants des systèmes des GP mentionnés à l'appendice 1, conformément aux instructions de maintenance à l'échelon dépôt énoncées aux appendices 1 et 6 des ITFC, aux instructions techniques du FEO en matière de réparations, ainsi qu'aux instructions relatives aux réparations non standard et au soutien militaire; il doit aussi apporter les modifications applicables approuvées et effectuer les inspections spéciales.

5.5.3 Maintenance de deuxième niveau

5.5.3.1 L'entrepreneur doit contrôler les résultats en établissant les exigences de production liées aux activités de maintenance de deuxième niveau exécutées au deuxième échelon. Ces activités comprennent les travaux réalisés dans les installations de réparation de moteurs et les installations de mise à l'essai de moteurs.

5.5.3.2 L'entrepreneur doit exécuter les activités de la maintenance de deuxième niveau en utilisant son personnel au deuxième échelon.

5.5.3.3 L'entrepreneur :

- a. doit établir des priorités relatives aux travaux, y compris l'optimisation des versions du moteur;
- b. doit fournir une expertise technique et fournir un mentorat au personnel de l'ARC affecté à la première ligne à des fins de compétence technique (tel que défini à la section 7);
- c. doit fournir une capacité de production/sortie afin de répondre aux besoins du contrat :
 - i. les ressources de l'entrepreneur sur le terrain affectées aux travaux de maintenance de deuxième niveau en deuxième ligne doivent être autorisées conformément à l'agrément de l'AMO de l'entrepreneur pour réaliser et certifier la maintenance de deuxième niveau des systèmes du GP, y compris la certification après maintenance et la remise en service du système d'armes (comme il est défini dans le document C-05-005-P03/AM-001);
 - ii. les ressources de l'entrepreneur sur le terrain affectées aux activités de maintenance de deuxième niveau en deuxième ligne doivent exécuter les tâches de soutien associées aux activités de maintenance, ce qui inclut, sans toutefois s'y limiter, l'entretien des lieux, le contrôle de l'outillage et le nettoyage de l'atelier.
- d. peut recommander la mise en œuvre d'améliorations aux activités de maintenance au deuxième échelon facilitant l'atteinte des résultats visés par le contrat, comme les pratiques exemplaires de l'industrie et l'optimisation du flux de travail, et y participer;
- e. doit superviser le flux entrant et sortant de matériel des installations de réparation de moteurs, des installations de mise à l'essai de moteurs et optimiser les niveaux des stocks;
- f. doit superviser son personnel.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

5.5.3.4 L'entrepreneur est responsable des travaux effectués dans l'installation de réparation de moteurs et l'installation d'essai de moteurs, qui comprennent actuellement :

a. Moteurs et tuyères d'éjection :

- i. montage et démontage;
- ii. réparations/remplacements à la suite de TX, corps étrangers, changement de régulateur de carburant, changement de Comp Blade, inspections des Hot End, etc.;
- iii. modifications;
- iv. inspections (périodiques, hors séquence, spéciales, END, etc.);
- v. essais et conservation;
- vi. remplacement, inspection, modification et mise à l'essai des FLRU.

b. Éléments remplaçables de premier échelon (FLRUs) :

- i. procéder aux vérifications électriques, conformément à la logique d'évaluation des composants, sur les éléments remplaçables de premier échelon retirés des moteurs dans le cadre du dépannage de premier échelon. Ce processus permet de veiller à ce que les éléments remplaçables de premier échelon ne soient pas expédiés par erreur au troisième échelon.

c. Équipement de soutien :

- i. Inspection/réparation mineure.

d. Entreposage :

- i. Prévoir des installations pour l'entreposage des moteurs retirés durant l'inspection périodique des aéronefs, ce qui inclut le chargement et le déchargement d'un socle de retrait et d'installation.

e. Installation d'essai du moteur :

- i. exploitation des installations d'essai;
- ii. activités courantes de maintenance, de localisation des pannes et d'entretien des installations d'essai du moteur;
- iii. essais de rendement, de localisation des pannes et d'état de fonctionnement des moteurs;
- iv. entretien des moteurs à la suite des essais;
- v. dépannage des moteurs et remplacement des éléments remplaçables de premier échelon du moteur;
- vi. essais des composants retirés du moteur, conformément à la logique d'évaluation des composants;

f. Contenant d'expédition :

- i. installation et retrait des moteurs et des modules;
- ii. inspection/réparation mineure.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

- 5.5.3.5 L'entrepreneur doit exécuter toutes les activités de maintenance de deuxième niveau qui n'ont pas été faites en deuxième ligne sur les composants des systèmes des GP indiqués à l'appendice 1. Ces travaux de maintenance doivent être exécutés en troisième ligne, conformément aux ITFC indiquées aux appendices 1 et 6.
- 5.5.3.6 L'entrepreneur peut recommander le transfert, temporaire ou permanent, des activités de maintenance de deuxième niveau de la 15^e Escadre Moose Jaw aux installations de l'entrepreneur (troisième échelon), en fonction d'une analyse de rentabilisation éclairée. Canada peut accepter ou refuser ces recommandations à sa discrétion.
- 5.5.4 **Maintenance de premier niveau**
- 5.5.4.1 Le Canada exécute les activités de maintenance de premier niveau des systèmes des GP J85 conformément aux publications sur la maintenance de première ligne et aux exigences énoncées aux appendices 1 et 6.
- 5.5.4.2 L'entrepreneur doit fournir une assistance technique, sous la forme d'un représentant détaché, aux techniciens de l'ARC sur l'exécution de la maintenance de premier niveau afin d'atteindre les résultats du contrat.
- 5.5.4.3 L'entrepreneur doit fournir, avec précision et en temps opportun, une expertise sur la maintenance de premier niveau à l'AT, au personnel d'entretien spécialisé, ainsi qu'aux autres organismes concernés mentionnés à la section 10.
- 5.5.5 **Équipement de soutien**
- 5.5.5.1 L'entrepreneur est responsable de l'entretien des éléments énumérés à l'appendice 1, Portée de l'équipement des groupes de propulsion, qui sont utilisés dans les installations de troisième ligne.
- 5.5.5.2 L'entrepreneur est responsable de la surveillance et de la coordination des activités d'entretien requises pour assurer la disponibilité et le bon fonctionnement des éléments énumérés à l'appendice 1, Portée de l'équipement des groupes de propulsion, et utilisés dans les installations de deuxième ligne.
- 5.5.6 **Fabrication**
- 5.5.6.1 L'entrepreneur doit fabriquer des pièces pour les systèmes des GP J85, lorsque les ITFC ou les plans approuvés en exigent la fabrication sur place.
- 5.5.6.2 L'entrepreneur doit fabriquer des outillages et du matériel de soutien, au besoin, conformément aux ITFC et aux plans approuvés.
- 5.5.7 **Détachement mobile de réparation**
- 5.5.7.1 L'entrepreneur doit fournir des services de détachement mobile de réparation (Dét MR), sur présentation d'un formulaire Autorisation des tâches (DND 626) dûment signé. Un Dét MR est défini comme un ou plusieurs employés de l'entrepreneur qui sont chargés de se rendre à l'emplacement de l'aéronef en Amérique du Nord et de réparer/remplacer le moteur concerné.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

6 Services de soutien du matériel

6.1 Généralités

- 6.1.1 L'entrepreneur doit fournir des services de soutien du matériel pour les pièces de rechange fournies à contrat (PRFC), les pièces de révision fournies par l'État (PRFE) et l'équipement figurant à l'annexe A, à l'appendice 1 et à l'annexe F.

6.2 Planification des services de soutien du matériel

- 6.2.1 L'entrepreneur doit fournir des services de GCRM et de Gestionnaire d'approvisionnement, au nom du MDN, selon les directives de l'AT.LDEC
- 6.2.2 L'entrepreneur, avec l'approbation de Canada dans la Prévision annuelle des activités et les Prévisions d'activité à long terme, devra procurer le matériel commercial lorsque possible et économiquement viable.
- 6.2.3 L'entrepreneur peut soumettre des demandes de coopération logistique (COLOG) à l'approbation du MDN. Lorsque l'entrepreneur détermine que l'obtention de pièces de rechange/produits consommables par l'intermédiaire de COLOG est la solution optimale, le Canada devra acquérir ces articles qui seront fournis à l'entrepreneur en tant que matériel appartenant au Canada à la réception. Le matériel appartenant au Canada constitue le GFM, GFE et l'équipement de prêt. L'autorité des achats du MDN se réserve le droit d'opter pour l'achat d'équipement par COLOG ou d'autres moyens comme solution d'approvisionnement optimale. L'entrepreneur ne sera pas tenu responsable des retards déraisonnables dans l'obtention d'articles par l'intermédiaire du SAFC ou du COLOG lorsqu'il peut être clairement démontré que cette action était dans le meilleur intérêt du Canada.
- 6.2.4 L'entrepreneur doit déterminer les niveaux de pièces de rechange à conserver à chaque lieu d'entreposage à l'appui des activités de maintenance, de réparation et de révision, y compris mais non exclusivement, les stocks conservés aux BOP, dans les trousseaux de déploiement et aux installations de l'entrepreneur.

6.3 Réglementation technique

- 6.3.1 L'entrepreneur doit se conformer aux exigences en matière d'activités de soutien du matériel figurant dans les documents suivants, lorsqu'il travaille avec du matériel appartenant au MDN :
- a. A-LM-007-100/AG-001 – Manuel de gestion de l'approvisionnement des Forces canadiennes;
 - b. A-LM-184-001/JS-001 – Instructions spéciales – Entrepreneurs de réparation et de révision;
 - c. C-05-005-001/AG-001 – Manuel de navigabilité technique.
- 6.3.2 L'DECAfin de préserver les intérêts du MDN sur le plan du matériel appartenant au MDN, le représentant de la Région de l'assurance de la qualité de la Défense nationale (RAQDN) se réserve le droit de soumettre le système de gestion du matériel de l'entrepreneur à des vérifications.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

6.4 Approvisionnement

6.4.1 Choix du fournisseur

6.4.1.1 L'entrepreneur est responsable du choix du fournisseur et de l'achat des pièces de rechange à l'appui de la maintenance de premier, deuxième et troisième niveaux. L'entrepreneur doit acheter uniquement des pièces de rechange approuvées sur le plan de la navigabilité, conformes aux exigences de l'ANT figurant dans le Manuel de navigabilité technique (partie 5, chapitre 2).

6.4.2 Soutien à la codification et au catalogage

6.4.2.1 Lorsqu'un code de matériel est requis, l'entrepreneur doit lancer le processus de catalogage des articles au moyen du demandeur d'identification du matériel afin d'appuyer la distribution du matériel. L'entrepreneur doit tenir à jour les données existantes, comme les codes de matériel et les ensembles dans les systèmes d'inventaire du MDN.

6.4.2.2 L'entrepreneur doit effectuer le catalogage des activités, y compris la saisie et la tenue à jour des données sur les pièces de rechange dans le système d'enregistrement du MDN.

6.4.3 Produits pétroliers

6.4.3.1 L'entrepreneur n'est pas responsable de l'achat des produits pétroliers pour les exigences en matière de maintenance au premier échelon.

6.4.3.2 L'entrepreneur doit acheter tous les produits pétroliers requis, à l'exception du carburant d'aviation et de l'huile moteur, à l'appui des exigences en matière de maintenance au deuxième échelon. Lorsque l'entrepreneur requiert du carburant d'aviation et de l'huile moteur pour le deuxième échelon, il doit les commander par l'intermédiaire de l'approvisionnement de la 15^e Escadre.

6.4.3.3 L'entrepreneur doit acheter tous les PP requis à l'appui des exigences en matière de maintenance au troisième échelon.

6.5 Activités d'entreposage

6.5.1 Gestion des stocks

6.5.1.1 L'entrepreneur doit gérer les inspections du matériel et s'y conformer, et satisfaire aux exigences en matière d'inspection, d'emballage, de manutention et de préservation, y compris les exigences spéciales relatives aux expéditions aériennes et aux matières dangereuses, conformément au document A-LM-184-001/JS-001 pour tout le matériel appartenant au Canada sous sa garde.

6.5.2 Utilisation du système d'enregistrement du MDN

6.5.2.1 Afin d'assurer l'entière visibilité du matériel stocké appartenant au MDN, pendant qu'il est sous les soins, la garde et le contrôle de l'entrepreneur, ce dernier doit utiliser le système d'enregistrement du MDN, comme il est indiqué à la section 9. L'entrepreneur doit se conformer aux exigences relatives à la fidélité, à l'exactitude et à la visibilité des données, conformément au Manuel de gestion de l'approvisionnement A-LM-007-100/AG-001. Le Canada attribuera un code de gestionnaire en approvisionnement, un compte

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

des pièces de rechange de l'entrepreneur (CPRE), un compte du matériel réparable et un compte du matériel réparable régional à l'entrepreneur.

6.5.3 Marchandises contrôlées

6.5.3.1 L'entrepreneur doit restreindre l'accès aux marchandises contrôlées uniquement aux personnes autorisées.

6.5.3.2 L'entrepreneur doit préparer le certificat de l'utilisateur final et le distribuer conformément au Règlement.

6.5.4 Écarts

6.5.4.1 L'entrepreneur doit traiter les écarts dans les expéditions conformément au chapitre 2.1 du document A-LM-184-001/JS-001.

6.5.5 Prise d'inventaire

6.5.5.1 Pour tout le matériel appartenant au gouvernement dans le cadre de la garde de l'entrepreneur (GOCC), l'entrepreneur doit effectuer des activités d'inventaire afin d'assurer l'exactitude entre les biens matériels et les stocks dans le système d'enregistrement. Tous les stocks appartenant au MDN qui se trouvent dans l'installation de l'entrepreneur doivent être dénombrés physiquement et faire l'objet d'un rapport une fois tous les deux ans, à moins qu'une fréquence plus rapprochée ne soit précisée.

6.5.5.2 L'entrepreneur doit comptabiliser toutes les PRFC et les PRFE dans un système manuel ou automatisé. Quel que soit le système utilisé, l'entrepreneur doit tenir une piste de vérification acceptable pour le MDN.

6.5.5.3 L'entrepreneur doit créer un plan d'inventaire conformément au plan d'inventaire (LDEC LOG-002) pour tenir compte des emplacements de stockage du SIGRD.

6.5.5.4 Le représentant de l'assurance de la qualité (RAQ) et le CCCRR doivent être contactés par l'entrepreneur deux semaines avant l'inventaire prévu, afin de coordonner les comptes.

6.5.5.5 Le rapprochement pour chaque emplacement d'entreposage doit être effectué à une fréquence basée sur le type de stock :

a) Articles de classe A et C – marchandises non contrôlées – 100 %

b) Équipement contrôlé de classe E – compté tous les mois avec validation trimestrielle du numéro de série.

6.5.5.6 À la fin de chaque prise d'inventaire, l'entrepreneur doit préparer un rapport sommaire de l'inventaire conformément au rapport sommaire de l'inventaire (LDEC LOG-003) pour chaque lieu d'entreposage du SIGRD qui a fait l'objet d'un dénombrement physique.

6.5.5.7 S'il y a des divergences, un rapport d'enquête sur les inventaires, conformément à l'inventaire des rapports d'enquête (LDEC LOG-004), doit être rempli et soumis au RAQ de soutien et au CCCRR dans les 30 jours suivant le comptage physique.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

- 6.5.5.8 En ce qui concerne le matériel non catalogué, l'entrepreneur doit conserver les dossiers exacts. Dans l'exécution d'un inventaire sur tout GOCC qui n'est pas pris en compte dans le SIGRD, l'entrepreneur doit :
- a) comparer les résultats de comptage avec les quantités réelles consignées dans le système local de l'entrepreneur;
 - b) ajuster leurs dossiers si des lacunes sont décelées;
 - c) informer le RAQDN de soutien et l'autorité en matière d'approvisionnement s'il y a des lacunes par courriel dans les cinq jours suivant l'achèvement;
 - d) préparer et soumettre un rapport d'insuffisance conformément aux rapports d'enquête sur l'inventaire (LDEC LOG-004).
- 6.5.6 **Rationalisation de l'inventaire des PRFC et des PRFE**
- 6.5.6.1 Parallèlement au calendrier d'inventaire, l'entrepreneur doit passer en revue les GOCC liés au J85 pour déterminer si le stock d'un article quelconque :
- a. est supérieur au niveau de stockage économique;
 - b. est devenu excédentaire par rapport aux besoins en raison de l'élimination/du retrait d'un article fini;
 - c. est devenu redondant à la suite d'une modification, d'un avis de modification ou d'une amélioration de produit, etc.
- 6.5.6.2 L'entrepreneur doit :
- a. éliminer et/ou transférer de manière appropriée les PRFC ou les PRFE qui répondent aux critères du paragraphe 6.5.8.1;
 - b. préparer/doter le personnel de la documentation nécessaire associée à la fonction d'élimination conformément au paragraphe 6.10 (ci-dessous);
 - c. soumettre la documentation d'élimination au MDN pour approbation.
- 6.6 **Gestion du cycle de vie du matériel (GCVM) et gestion de l'obsolescence**
- 6.6.1 L'entrepreneur doit exécuter toutes les fonctions de gestion du cycle de vie du matériel (GCVM) sur l'équipement du GP visé, les pièces de rechange associées et l'équipement de soutien jugés nécessaires pour répondre aux exigences du contrat et aux résultats recherchés par le Canada.
- 6.6.2 L'entrepreneur est tenu d'assurer la gestion de l'obsolescence de l'équipement des GP visé par la portée et des pièces de rechange connexes. L'entrepreneur doit élaborer des stratégies pour traiter l'obsolescence des pièces et de l'équipement afin de garantir que l'atteinte des résultats contractuels n'est pas entravée et de veiller à la conformité aux exigences en matière de navigabilité perpétuelle figurant à la section 4.5.3 de la présente annexe.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

6.7 Réparation et révision – Administration

6.7.1 Généralités

6.7.1.1 L'entrepreneur doit se conformer aux exigences en matière de réparation et de révision, comme il est décrit dans le document A-LM-184-001/JS-001, pour tous les biens appartenant au MDN, à l'exception des sections visant les pièces de rechange faisant l'objet d'avances comptables, le rapport sur l'efficacité de l'entrepreneur, les éléments consommés selon la méthode du premier entré, premier sorti (PEPS), l'équipement secondaire, les coûts de réparation maximaux, les demandes de réparation prioritaire (DRP), le relevé des avis de sélection et des priorités (RASP) et les délais d'exécution.

6.7.1.2 L'entrepreneur doit se conformer immédiatement à toute directive d'interruption des réparations émise par le Canada.

6.7.2 Démantèlement des ensembles en pièces de rechange

6.7.2.1 La réduction des pièces de rechange est une activité d'aliénation qui doit être effectuée avec l'autorisation appropriée. Les pièces qui en découlent deviendront des PRFE. Lorsque l'entrepreneur est chargé par l'EGE de réduire les biens appartenant au MDN en pièces de rechange ou en ferraille, l'entrepreneur doit :

a) démonter l'équipement conformément aux ITFC applicables en sous-composants, selon les directives de l'AT;

b) évaluer les sous-composants souhaités pour en assurer l'état de fonctionnement;

c) les composants utilisables qui sont catalogués dans le SCGC doivent être signalés au RAQDN responsable aux fins d'inscription au SIGRD;

d) les composants utilisables qui ne sont pas catalogués doivent être signalés à l'AT par l'intermédiaire du CCCRR aux fins d'orientation;

e) les pièces et les composants restants doivent être éliminés conformément au paragraphe 5.9 du présent ETE.

6.7.3 Outils spéciaux

6.7.3.1 L'entrepreneur doit faire l'acquisition de tous les outils et de tout l'équipement d'essai spécialisés nécessaires à l'exécution des travaux au troisième échelon, à moins qu'ils ne soient spécifiquement fournis par le Canada, conformément à l'annexe F (PRFC et PRFE). Tous les PRFC et PRFE doivent figurer dans une convention de prêt distincte.

6.7.4 Amorçage des travaux de réparation et révision

6.7.4.1 L'entrepreneur doit amorcer une commande de travail dans le système d'enregistrement du MDN pour tous travaux effectués en deuxième et troisième ligne.

6.7.4.2 L'entrepreneur doit tenir et mettre à jour la commande de travail, y compris les heures de travail accumulées ainsi que tout article fourni ou retiré de l'équipement.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

6.7.5 Marque d'identification

- 6.7.5.1 Après la révision ou la remise en état, l'entrepreneur doit restaurer les marques originales sur tous les équipements, leur emballage et leurs composants.
- 6.7.5.2 L'entrepreneur doit ajouter les renseignements suivants immédiatement à côté des marques originales ou des marques antérieures de remise en état :
- a. identification du responsable de la remise en état, date de la remise en état, vignette et numéro de l'inspecteur;
 - b. lorsqu'il n'est pas pratique d'ajouter ces renseignements sur la pièce, il est permis d'annoter les renseignements sur une étiquette adéquate (qui devra être fixée à la pièce avant sa livraison).

6.7.6 Achèvement des travaux de réparation et de révision

- 6.7.6.1 Une fois les travaux de réparation ou de révision achevés, l'entrepreneur doit :
- a. apposer le tampon d'attestation de l'entrepreneur conformément au chapitre 3.1 du document A-LM-184-001/JS-001;
 - b. Rédiger et fixer une Étiquette d'état du matériel (CF942), conformément au document C-02-005-009/AM-000;
 - c. mettre à jour les documents de maintenance applicables;
 - d. fermer la commande de travail dans le système d'enregistrement du MDN;
 - e. remettre l'article dans le lieu d'entreposage utilisable du CPRE.

6.7.7 Matériel visé par une garantie

- 6.7.7.1 L'entrepreneur doit s'assurer que les PRFC retournées aux termes d'une garantie seront traitées conformément au chapitre 9 du document A-LM-184-001/JS-001.

6.8 Soutien à la mission en pièces de rechange – Déploiements de démonstration aérienne avec une trousse de déploiement

- 6.8.1.1 L'entrepreneur doit assurer le déploiement simultané de toutes les trousse de déploiement, tout en appuyant les vols locaux à la BOP.
- 6.8.1.2 L'entrepreneur doit s'assurer que les trousse de déploiement sont prêtes à être déployées et veiller à ce que les articles soient emballés dans les contenants d'expédition appropriés, en que tout le matériel contenu dans les trousse a été préparé conformément aux règlements qui s'appliquent au transport des marchandises dangereuses et contrôlées.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

6.8.2 Réapprovisionnement de la trousse de déploiement pendant la saison des spectacles aériens

6.8.2.1 L'entrepreneur doit préparer, stocker et assurer le soutien du réapprovisionnement des trousse de déploiement de pièces de rechange des systèmes des GP.

6.8.2.2 Les articles de réapprovisionnement doivent être emballés et conservés de manière convenable, conformément aux exigences en matière d'expédition.

6.8.3 Mouvements des trousse de déploiement et des articles de réapprovisionnement

6.8.3.1 Le Canada est responsable des mouvements des trousse de déploiement et des articles de réapprovisionnement aux lieux de déploiement. La trousse de déploiement se trouve dans le camion (VSM) du SCTM/flotte verte (DRMIS SCM) sur la route pendant les vols du spectacle. L'ARC conservera la responsabilité de stocker et de gérer la trousse de déploiement.

6.9 Mouvements du matériel

6.9.1 Transport et courtage

6.9.1.1 Canada peut demander à l'entrepreneur d'expédier des items des ses installations à tout emplacement en Amérique du Nord dans les situations où l'entrepreneur est capable de répondre plus rapidement que le MDN. L'entrepreneur appuiera ces demandes au besoin lorsqu'approuvées par l'AT et le responsable des achats et autorisées par courriel.

6.9.2 Contenants d'expédition

6.9.2.1 Le Canada fournira des contenants d'expédition spécialisés existants comme PRFC. L'entrepreneur doit obtenir un formulaire DND 626 approuvé avant d'acheter des contenants d'expédition supplémentaires. À la suite de l'achat, l'entrepreneur doit les comptabiliser comme PRFC.

6.10 Aliénation de matériel

6.10.1 Règlements généraux et techniques

6.10.1.1 L'entrepreneur peut faire des recommandations sur l'élimination du matériel; cependant, le MDN doit approuver tous les plans d'élimination.

6.10.1.2 La Direction des opérations de la chaîne d'approvisionnement (DOCA) est l'autorité fonctionnelle pour la coordination de l'aliénation de tous les biens excédentaires au nom du MDN. La vente subséquente de matériel est la responsabilité de l'équipe des biens excédentaires du gouvernement du Canada de SPAC.

6.10.1.3 L'entrepreneur doit se conformer au cadre d'aliénation et aux politiques de la Chaîne d'approvisionnement de la Défense (CAD). En cas d'incompatibilité entre les documents énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui s'affiche en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure par la suite sur la liste :

- a. DOAD 3013-0 – Matériel excédentaire;
- b. DOAD 3013-1 – Aliénation du matériel excédentaire;
- c. A-LM-184-001/JS-001 – Instructions spéciales – Entrepreneurs de réparation et de révision;

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

- d. A-LM-007-100/AG-001 – Manuel de gestion de l’approvisionnement des Forces canadiennes;
- e. A-LM-007-015/AG-001;
- f. *Loi sur les biens de surplus de la Couronne.*

6.10.1.4 L’entrepreneur doit réaliser toutes les activités d’aliénation afin de s’assurer que du matériel non conforme n’entre pas en service, conformément au MNT et à son MPSM (LDEC AW-005) approuvé par l’ANT du MDN.

6.10.1.5 L’aliénation des matières dangereuses est assujettie aux lois et règlements fédéraux, provinciaux et municipaux. L’entrepreneur doit se conformer à ces lois pour aliéner des biens en vertu du contrat.

6.10.2 Plan d’aliénation

6.10.2.1 L’entrepreneur doit indiquer quels biens des systèmes de propulsion sont excédentaires par rapport aux besoins du MDN.

6.10.2.2 L’entrepreneur doit élaborer, présenter et maintenir un plan d’aliénation conformément au document LDEC MAT-003.

6.10.2.3 L’entrepreneur doit surveiller et exécuter l’aliénation des biens inactifs conformément au plan d’aliénation approuvé par le MDN (LDEC MAT-003).

6.10.2.4 L’entrepreneur doit aider le MDN à maximiser les recettes nettes tirées de l’aliénation tout en réduisant au minimum les coûts de traitement et les frais généraux.

6.10.3 Démilitarisation

6.10.3.1 L’entrepreneur doit préparer et présenter à l’AT tous les formulaires et plans applicables nécessaires pour que le Canada puisse approuver le plan d’aliénation, y compris indiquer l’état des biens et faire les recommandations appropriées concernant les installations et méthodes de démilitarisation acceptables.

6.10.3.2 L’entrepreneur doit se conformer à la politique du MDN en matière de démilitarisation des marchandises contrôlées.

6.10.4 Mesure de mise hors service

6.10.4.1 L’entrepreneur doit s’assurer que les pièces de rechange désignées aux fins d’aliénation sont séparées des produits en état de navigabilité.

6.10.4.2 L’entrepreneur doit mutiler toute composante des GP devant être mise hors service afin qu’elle ne puisse être confondue avec un composant utilisable. L’AT et l’entrepreneur doivent s’entendre sur la méthode de mutilation, qui doit respecter toutes les exigences pertinentes en matière de démilitarisation.

6.10.4.3 L’entrepreneur doit s’assurer que le représentant de l’assurance de la qualité (RAQ) est témoin de toute mesure de mise hors service aux deuxième et troisième échelons pour les articles visés par des exigences de démilitarisation. L’entrepreneur doit permettre une surveillance du RAQ pour toute activité d’aliénation.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

6.10.5 Élimination de fin du cycle de vie de la flotte et à l'appui d'une réduction majeure de la flotte

6.10.5.1 Les activités d'élimination particulières à l'appui de la fin de vie la flotte CT114 ou à l'appui d'une réduction importante de la flotte d'avions CT114 seront attribuées au moyen d'un formulaire DND 626 dûment signé.

6.11 Administration du matériel

6.11.1 Conservation des documents

6.11.1.1 L'entrepreneur doit classer et conserver tous les documents de mouvement vérifiables suivants par comptes pertinents d'entrepôt (compte du matériel réparable ou CPRE), par code de matériel ou par numéro de demande, conformément au chapitre 8 du document A-LM-184-001/JS-001 :

- a. séquence du code de matériel suivi du numéro de la demande;
- b. numéro de la demande.

6.11.1.2 L'entrepreneur doit faire état et se charger de ce qui suit :

- a. le matériel imputé au CPRE, au compte du matériel réparable et au compte régional du matériel réparable doit figurer dans le système d'enregistrement du MDN, selon les procédures automatisées de la Chaîne d'approvisionnement de la Défense (CAD), conformément au document A-LM-184-001/JS-001;
- b. les pièces de révision fournies par l'État (PRFE) dans un système manuel ou automatisé. Quel que soit le système utilisé, l'entrepreneur doit tenir une piste de vérification acceptable pour le MDN.

6.11.2 Établissement de rapports sur les services de soutien du matériel

6.11.2.1 L'entrepreneur doit préparer et soumettre un rapport de réparation et révision conformément au document LDEC MAT-001.

6.11.2.2 L'entrepreneur doit soumettre un rapport annuel des stocks détenus par l'entrepreneur conformément au document LDEC MAT-002.

6.11.2.3 L'entrepreneur doit présenter un plan d'aliénation conformément au document LDEC MAT-003.

6.11.2.4 L'entrepreneur doit présenter un rapport de données mensuel conformément au document LDEC MAT-004.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

7 Services de soutien à l'instruction

7.1 Généralités

7.1.1 L'entrepreneur doit fournir les services de soutien suivants en matière d'instruction :

- a. aider le Canada à améliorer les compétences des techniciens en ce qui a trait à la maintenance de première ligne selon les besoins afin d'atteindre les résultats du contrat.
- b. former le personnel du Canada quant aux nouveaux équipements, outils et systèmes de GI-TI déployés ou entretenus par l'entrepreneur et qui doivent être utilisés par le personnel du Canada.

7.2 Planification des services de soutien à l'instruction

7.2.1 L'entrepreneur doit fournir des services de soutien à l'instruction conformément à cette Annexe.

7.3 Établissement de rapports sur les services de soutien à l'instruction

7.3.1 Sans objet.

7.4 Réglementation technique

7.4.1 L'instruction régulière des techniciens du Canada qui mène à l'acquisition de qualifications essentielles est fournie par la Div DIFA 2 DAC et régie par le Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes (SIIEFC).

7.4.2 L'autorisation d'effectuer et de certifier des travaux de maintenance sur les aéronefs ou en atelier est assujettie aux exigences du MNT. Conformément à la norme C-05-005-P03/AM-001, cette autorisation est accordée aux techniciens de l'ARC par un superviseur supérieur de la maintenance des aéronefs de l'unité pour chaque ensemble de tâches visées par la maintenance au premier ou au deuxième échelon en vertu des codes d'autorisation de maintenance des systèmes d'armement aérien approuvés par la 1 DAC (A-PD-055-500/PQ-000).

7.4.3 Les services de soutien à l'instruction qui sont offerts par l'entrepreneur doivent respecter ce règlement.

7.5 Services de soutien à l'instruction – Détails

7.5.1 Compétence relative à la maintenance de première ligne

7.5.1.1 Les gains de compétence au premier échelon contribueront à l'atteinte des résultats contractuels en matière de rendement (p. ex. une disponibilité accrue grâce à la réduction des cas où aucune anomalie n'est trouvée) et peuvent être obtenus au moyen d'initiatives comme l'accompagnement informel, les comptes rendus techniques, l'élaboration de trousse de formation en cours d'emploi et les recommandations d'améliorations au Plan d'emploi et de formation de l'unité (PEFU). Pour atteindre les résultats en matière de rendement, l'entrepreneur peut, au besoin, aider le MDN à améliorer les compétences techniques liées à la maintenance au premier échelon en mettant l'accent sur les

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

compétences des techniciens au premier échelon du Canada en ce qui a trait aux essais, au dépannage et aux réparations.

Exigences relatives à l'instruction en matière de GI-TI

- 7.5.2.1 L'entrepreneur doit fournir au personnel du Canada une instruction et des manuels destinés aux utilisateurs sur les applications de GI-TI fournies ou appuyées par l'entrepreneur. L'instruction doit être offerte aux nouveaux utilisateurs ainsi qu'aux utilisateurs existants lorsque des améliorations apportées ont une incidence sur l'utilisation de l'application ou des données.
- 7.5.2.2 L'entrepreneur doit fournir une instruction et des manuels destinés aux utilisateurs pour les nouveaux outils, techniques, méthodes ou équipement qu'il introduit.
- 7.5.2 **Autres exigences en matière d'instruction**
- 7.5.3.1 L'entrepreneur doit fournir une aide à l'instruction technique du personnel du MDN à la demande du Canada à l'aide d'une tâche DND 626.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

8 Services de soutien à la gestion des données techniques et des publications

8.1 Généralités

- 8.1.1 L'entrepreneur doit fournir des services de soutien à la gestion des données techniques et des publications comme il est décrit dans la présente section.

8.2 Services de soutien à la gestion des données techniques

- 8.2.1 L'entrepreneur doit réaliser toutes les activités nécessaires à la tenue à jour des données techniques des systèmes du GP, notamment la collecte, l'organisation, l'entreposage, le contrôle, la diffusion, l'utilisation et l'élimination des données techniques.
- 8.2.2 L'entrepreneur doit fournir des services de soutien à la gestion des données techniques conformément à cette Annexe.
- 8.2.3 Les données techniques gérées par l'entrepreneur doivent être mises à la disposition du Canada, à la demande de celui-ci.
- 8.2.4 L'entrepreneur doit établir et maintenir un référentiel pour la collecte et la gestion des relevés d'analyse du soutien logistique (RASL) nécessaire à la prestation de services de maintien en puissance axés sur le rendement. Cela comprend les enregistrements associés à l'annexe 4 – Liste des données essentielles au contrat et aux descriptions des données, et son addenda 1, ainsi que les données techniques suivantes :
- a. les rapports techniques produits par l'entrepreneur;
 - b. les instructions techniques de réparation J85 et générateurs auxiliaires;
 - c. les plans de génie des systèmes du J85 et générateurs auxiliaires (tels qu'ils sont reçus et conformément à la LDEC TD-001);
 - d. données fournies par le FEO à l'appui des systèmes du GP;
 - e. les documents de maintenance de R et R (portion du SIMA du système des dossiers d'entretien, rapports d'entretien de troisième ligne, certificats de conformité pour les systèmes et les composantes du GP);
 - f. les mesures de base et dossiers connexes;
 - g. les réparations non standard au J85 et au générateur auxiliaire;
 - h. les documents relatifs aux systèmes logiciels du GP;
 - i. les ITFC de deuxième et troisième lignes du J85 conformément aux services de gestion et d'édition des publications;
 - j. toute autre donnée technique définie par l'AT.
- 8.2.5 L'entrepreneur doit fournir à l'AT les données techniques générées à l'appui des processus de navigabilité, comme indiqué à la section 4.
- 8.2.6 L'entrepreneur doit examiner les documents relatifs au système du GP reçus de l'AT (provenant du fabricant d'équipement d'origine ou d'un autre organisme) et évaluer leur incidence sur les données techniques du système du GP. L'évaluation doit être effectuée conformément au paragraphe 4.5.3.2.d.
- 8.2.7 L'entrepreneur doit fournir, à la demande de l'AT, une rétroaction et des mises à jour relatives aux systèmes du GP au Certificat de type d'aéronef militaire canadien (CTAMC) des CT114.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

8.3 Services de soutien à la gestion et à l'édition des publications

8.3.1 Généralités

8.3.1.1 L'entrepreneur doit tenir à jour, publier et diffuser les publications opérationnelles et de maintenance de premier, deuxième et troisième niveaux des systèmes du GP J85 énumérées à l'appendice 1 – Portée de l'équipement du groupe de propulsion.

8.3.1.2 Outre les documents énumérés à l'appendice 1 – Portée de l'équipement du groupe de propulsion, l'entrepreneur doit veiller à l'actualité et à l'exactitude des données techniques sur les systèmes du GP figurant dans les documents génériques de maintenance de premier, deuxième et troisième niveaux des appareils CT114.

8.3.2 Maintenance

8.3.2.1 L'entrepreneur doit exécuter l'éventail complet des activités de maintenance des publications, selon le cas des systèmes de GP J85 visés, pour s'assurer que des publications adéquates et en état de navigabilité sont disponibles pour soutenir les activités de maintenance, d'ingénierie, de matériel et opérationnelles. L'entrepreneur doit s'assurer que les publications sont tenues à jour afin qu'elles correspondent précisément à l'équipement et aux processus qu'elles appuient.

8.3.2.2 L'entrepreneur doit :

- a. procéder à des vérifications périodiques des publications pour s'assurer que les versions courantes conviennent;
- b. examiner et traiter toutes les données de base d'arrivée parallèlement aux exigences de soutien du génie stipulées dans le paragraphe 4.5.3, y compris les Rapports d'écart aux publications (REP) et les Rapports d'état non satisfaisant;
- c. déterminer l'incidence des modificatifs sur les données techniques du GP J85 et toutes les autres publications;
- d. recenser les répercussions des modifications apportées aux données techniques liées au GP J85 sur les documents de maintenance de premier, deuxième et troisième niveaux des appareils CT114;
- e. préparer et approuver le dossier technique à l'appui des modifications des publications conformément aux exigences de soutien du génie décrites au paragraphe 4.5.3 de la section 4 de l'appendice 7 – Décisions d'importance, et aux politiques du MNT applicables;
- f. conserver une copie originale de chaque publication.

8.3.3 Édition

8.3.3.1 L'entrepreneur doit se conformer à la norme d'édition C-01-100-100/AG-006 et aux autres précisions et directives applicables énoncées à l'appendice 6 – Listes des références, pour toutes les publications techniques utilisées par le personnel du Canada.

8.3.3.2 L'entrepreneur doit publier les modifications des publications dans le même format que la publication originale.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

- 8.3.3.3 L'entrepreneur doit effectuer un examen de l'exactitude technique, la vérification et la validation des modifications proposées.
- 8.3.3.4 L'entrepreneur doit traduire les modifications pour les publications bilingues et vérifier l'exactitude de la traduction des modifications.
- 8.3.4 **Distribution**
- 8.3.4.1 L'instrument de distribution des publications de première et deuxième lignes est accessible principalement dans l'application des manuels techniques électroniques interactifs (IETM) CT114. L'entrepreneur doit fournir à l'administration des IETM le code source XML et une version électronique (PDF) des modifications, tel qu'il est indiqué dans l'appendice 1 – Portée de l'équipement du groupe de propulsion, si la publication est publiée dans les IETM.
- 8.3.4.2 L'entrepreneur doit reproduire, distribuer et publier les modifications des publications en format papier si elles ne sont pas publiées dans les IETM.
- 8.3.5 **Services de soutien à la gestion et à l'édition des publications axés sur les tâches**
- 8.3.5.1 Outre les exigences figurant ci-dessus, l'entrepreneur doit fournir les services de soutien à la gestion et à l'édition des publications requis par l'AT, au fur et à mesure des besoins, sur présentation d'un formulaire Autorisation des tâches (DND 626) dûment signé.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

9 Services de soutien à la gestion de l'information

9.1 Généralités

- 9.1.1 L'entrepreneur doit fournir des services de soutien à la gestion de l'information qui comprennent toutes les activités et les fonctions nécessaires pour recueillir, entreposer, formater et livrer les données et l'information.
- 9.1.2 L'environnement d'information électronique (EIE) pour le contrat de MPGP comprend une combinaison des systèmes de TI actuels du Canada et de l'entrepreneur.

9.2 Planification des services de soutien à la gestion de l'information

- 9.2.1 L'entrepreneur doit fournir des services de soutien à la gestion de l'information conformément à cette Annexe.

9.3 Réglementation technique

- 9.3.1 L'entrepreneur doit respecter les politiques suivantes, s'il y a lieu :
 - a. La maintenance des infrastructures de GI-TI qui sont nécessaires pour respecter le processus d'évaluation et d'autorisation de sécurité des infrastructures de GI-TI du MDN conformément au chapitre 7 des Ordonnances et directives de sécurité de la Défense nationale. Ces infrastructures doivent comprendre la totalité du matériel, des logiciels et des réseaux, y compris les réseaux sécurisés s'il y a lieu.
 - b. Les exigences de sécurité de base du Manuel de la sécurité industrielle de SPAC en matière de sauvegarde de l'information et des actifs du MDN et des FC pour tous les systèmes d'information qui appartiennent à l'entrepreneur et qui hébergent ou hébergeront des données appartenant au Canada.
 - c. Les Normes de sécurité technique pour la technologie informatique de 1997 de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et les Ordonnances et directives de sécurité de la Défense nationale pour tous les systèmes d'information fournis par l'entrepreneur et connectés aux systèmes d'information du MDN ou utilisés pour traiter ou stocker des données classifiées ou désignées du MDN ou des FC.
 - d. L'entrepreneur doit se conformer à la directive en matière de sécurité des systèmes d'information ITSG-06 (Effacement et déclassification des supports d'information électroniques) du Centre de la sécurité des télécommunications (CST) pour tous les supports de données magnétiques fournis par l'entrepreneur qui deviennent la propriété du Canada et pour tous les supports de données magnétiques de l'entrepreneur qui hébergent ou hébergeront des données appartenant au Canada.
 - e. La directive en matière de sécurité des systèmes d'information ITSG-22 (Exigences de base en matière de sécurité pour les zones de sécurité de réseau) du CST pour les actifs qui sont fournis par l'entrepreneur et qui deviendront la propriété du Canada, ainsi que pour tous les éléments

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

d'information ou de technologies de l'information appartenant à l'entrepreneur sur lesquels se trouvent ou se trouveront des données appartenant au Canada.

9.4 Services de soutien à la gestion de l'information – Détails

9.4.1 Système d'échange de renseignements par voie électronique

9.4.1.1 L'entrepreneur doit mettre sur pied, maintenir et assurer le fonctionnement d'un système d'échange de renseignements par voie électronique sécuritaire et accessible aux utilisateurs du Canada. Ce système doit permettre l'accès à l'information sur la gestion du programme, le rendement et aux autres données et fonctions de maintien en puissance des groupes de propulsion pour accompagner les systèmes de TI actuels du Canada.

9.4.1.2 En particulier, le système d'échange de renseignements par voie électronique doit fournir ce qui suit :

- a. un accès à tous les produits livrables du contrat;
- b. un accès à l'ensemble de la documentation et des données produites à l'appui du contrat;
- c. un aperçu des indicateurs de rendement choisis (indicateurs de santé du système (ISS)), conformément aux calendriers et aux définitions figurant dans le LDEC PF-001;
- d. un accès aux données et aux produits livrables antérieurs qui sont liés aux systèmes du GP et qui ne se trouvent pas déjà dans les systèmes de TI fournis par le Canada.

9.4.1.3 Le système d'échange de renseignements par voie électronique doit comprendre, au minimum, les caractéristiques suivantes d'un système de gestion des documents :

- a. contrôle des versions;
- b. contrôle de l'accès pour les utilisateurs autorisés;
- c. possibilité, pour le Canada, de télécharger/téléverser des fichiers.

9.4.1.4 L'entrepreneur doit permettre l'accès au système d'échange de renseignements par voie électronique au moyen d'une interface unique accessible par n'importe quel ordinateur connecté au Réseau étendu de la Défense (RED).

9.4.1.5 L'entrepreneur doit fournir un système de reprise après catastrophe hors site qui comprend une copie de sauvegarde de toutes les données du système d'échange de renseignements par voie électronique des dernières 24 heures.

9.4.2 Systèmes de TI fournis par le Canada

9.4.2.1 Généralités

9.4.2.1.1 Le MDN possède plusieurs systèmes de TI à l'appui du programme de MPGP. Les détails concernant les applications existantes, leurs interfaces et leurs bases de données se trouvent à l'appendice 3 – Environnement de la gestion de l'information et de la technologie de l'information (GI-TI).

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

9.4.2.2 Systèmes de TI obligatoires fournis par le Canada et gérés par l'entrepreneur

- 9.4.2.2.1 Le Canada fournira les systèmes de TI obligatoires qui devront être gérés par l'entrepreneur ainsi que le matériel connexe pour la gestion et l'utilisation, y compris toutes les données à cet égard. L'entrepreneur doit donner au Canada un accès continu aux données existantes et aux données nouvellement produites, et permettre une utilisation continue de ces données.
- 9.4.2.2.2 Les systèmes de TI fournis par le Canada, comme il est décrit dans l'appendice 3 – Environnement de la GI-TI, sont classés dans la catégorie obligatoire.
- 9.4.2.2.3 L'entrepreneur doit assurer le fonctionnement des logiciels et du matériel associés aux systèmes de TI fournis par le Canada et gérés par l'entrepreneur, lesquels sont décrits dans l'appendice 3.
- 9.4.2.2.4 L'entrepreneur est responsable de l'entretien courant des logiciels et du matériel associés aux systèmes décrits dans l'appendice 3. La maintenance de routine consiste à inclure les mises à jour logicielles de routine de ces systèmes logiciels afin d'assurer leur compatibilité continue avec d'autres systèmes.
- 9.4.2.2.5 Le Canada conservera la responsabilité de l'achat de matériel de remplacement associé à ces systèmes. L'entrepreneur doit recommander au Canada des mises à niveau ou des changements pour régler les problèmes d'obsolescence ou la performance réduite du système en raison d'une utilisation normale.
- 9.4.2.2.6 Le système automatisé de données pour la maintenance aérospatiale (SIMA) est le système de tenue de dossiers électroniques du moteur J85 approuvé par l'ANT. L'entrepreneur doit s'assurer que l'intégrité des données saisies et stockées dans le SIMA est maintenue en tout temps et que le SIMA est conforme à la section 2 de la partie 5 du MNT.

9.4.2.3 Systèmes de TI obligatoires fournis et gérés par le Canada

- 9.4.2.3.1 L'entrepreneur doit saisir les données dans les systèmes de TI suivants gérés par le Canada, les utiliser ou les interfacier de façon à atteindre les résultats du programme et à respecter les exigences de consignation des données pour la maintenance de première et deuxième lignes. La maintenance et la gestion de ces systèmes relèvent du MDN.
- 9.4.2.3.2 Le Canada donnera à l'entrepreneur un accès aux systèmes de TI suivants :
- a. Réseau étendu de la Défense (RED);
 - b. Système de gestion des données/système des dossiers d'entretien (SIMA/MRS);
 - c. Système d'information de la gestion des ressources de la Défense (SIGRD);
 - d. Système d'information de la Sécurité des vols (SISV);
 - e. Base de données des RENS;
 - f. Catalogue du matériel du gouvernement du Canada (CMGC);
 - g. Système intégré de gestion de bibliothèque (SIGB) pour les CT114;
 - h. Manuel technique électronique interactif (MTEI) pour les CT114.
- 9.4.2.3.3 Avant l'attribution des comptes d'utilisateurs pour les systèmes de TI gérés par le Canada, le personnel de l'entrepreneur désigné devra suivre une formation initiale. L'instruction requise sera donnée par le Canada. Une instruction aura lieu en cas de mise à niveau, de modification ou de remplacement pour tout système appartenant seulement au Canada.

Solicitation No. - N° de l'invitation
W8485-23SA01/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
237bb

Client Ref. No. - N° de réf. du client
W8485-23SA01

File No. - N° du dossier
237bb.W8485-23SA01

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

9.4.3 Services d'échange de données électroniques

- 9.4.3.1 L'entrepreneur doit faciliter l'échange de données électroniques entre les systèmes de TI du contrat de MPGP et les autres systèmes de données du MDN, comme l'indique l'appendice 3 – Environnement de la GI-TI.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

10 Besoins en ressources

10.1 Généralités

10.1.1 Cette section décrit les ressources humaines que l'entrepreneur doit fournir afin d'assurer les services de soutien définis aux sections 2 à 9, ainsi que les installations du Canada mises à la disponibilité du personnel intégré de l'entrepreneur.

10.2 Personnel

10.2.1 Généralités

10.2.1.1 L'entrepreneur doit choisir les employés qui exécuteront les services de soutien décrits dans cet ETE. À moins d'indication contraire, le Canada n'imposera pas d'exigences quant à l'affectation ou au maintien de l'effectif ou de ressources pour la réalisation des travaux.

10.2.1.2 L'entrepreneur doit assumer toute la responsabilité du recrutement, de la formation, de la préparation des autorisations de sécurité et des autres fonctions liées aux ressources humaines afin de s'assurer que le personnel a les compétences, l'expérience et les qualifications requises pour répondre aux exigences de cet ETE en matière de services de soutien.

10.2.1.3 L'entrepreneur doit fournir les ressources humaines intégrées au sein des installations du Canada pour fournir les services suivants :

10.2.1.3.1 Les fonctions suivantes doivent être assurées par le personnel de l'entrepreneur intégré à la 15^e Escadre Moose Jaw :

- a. comme il est défini au paragraphe 5.5.3 : maintenance au deuxième échelon, coordination de la production;
- b. comme il est défini au paragraphe 5.5.4 : soutien à la maintenance au premier échelon (représentant détaché de première ligne); et
- c. comme il est défini au paragraphe 9.5.2 : soutien sur le terrain pour les systèmes de GI-TI entretenus par l'entrepreneur.

10.2.1.3.2 Le nombre d'employés affectés par l'entrepreneur pour fournir les services en un lieu donné doit être proposé dans le plan de transition et de mise en œuvre du contrat de l'entrepreneur, conformément au LDEC PM-003. Tout changement au nombre de personnel contractuel proposé dans le plan de transition et de mise en œuvre du contrat est sujet à l'approbation par Canada tel que détaillé dans les présentations de la prévision annuelle des activités et les prévisions d'activité à long terme. est à la seule discrétion de l'entrepreneur; toutefois, une empreinte limitée est préférable.

10.2.1.4 L'entrepreneur est tenu de nommer un gestionnaire du cycle de vie du matériel et un gestionnaire d'approvisionnement dédiés.

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

- 10.2.1.5 Le personnel de l'entrepreneur affecté à des travaux dans des installations du Canada doit respecter les règles de sécurité et d'administration qui y sont en vigueur et être disponible durant les heures de bureau.
- 10.2.1.6 L'entrepreneur doit fournir un point de contact qui peut être joint à l'extérieur des heures de bureau, et celui-ci doit être en mesure de communiquer avec le personnel approprié des services de soutien de l'entrepreneur dans le cas d'une urgence opérationnelle. Le point de contact de l'entrepreneur doit pouvoir coordonner la prestation des services de soutien correspondant à la portée de l'ETE, 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, et ce, durant toute l'année.
- 10.2.2 **Certifications et qualifications du personnel**
- 10.2.2.1 Le personnel de l'entrepreneur qui participe aux tâches liées à la navigabilité doit être approuvé par le gestionnaire principal de maintenance, l'ingénieur de conception principal ou l'équivalent au service de l'entrepreneur conformément aux manuels des procédés de navigabilité approuvés par l'ANT.
- 10.2.2.2 L'entrepreneur doit rendre accessibles, à la demande de l'ANT, les dossiers d'approbation de navigabilité du personnel qui réalise les travaux liés à cet ETE.
- 10.2.2.3 Les employés de l'entrepreneur affectés aux BOP pour le soutien technique de première ligne doivent posséder au moins deux ans d'expérience relative aux moteurs J85-CAN-40 et au moins cinq ans d'expérience dans la maintenance des aéronefs et des moteurs.
- 10.2.3 **Représentant technique d'ingénierie**
- 10.2.3.1 L'entrepreneur doit fournir les services d'un représentant technique d'ingénierie relevant de l'AT. Les d'un représentant technique d'ingénierie sont définis comme la prestation de conseils techniques dépassant la portée des conseils découlant d'un simple examen des Instructions techniques des Forces canadiennes (ITFC) applicables. Les conseils techniques doivent reposer sur l'expérience pratique en maintenance, en supervision de la maintenance ou en soutien d'ingénierie liée aux systèmes applicables. Le représentant peut être intégré à l'équipe à l'intérieure de la RCN ou un des ingénieurs centraux aux installations de l'entrepreneur.
- 10.2.4 **Formation du personnel de l'entrepreneur**
- 10.2.4.1 Le personnel de l'entrepreneur doit être qualifié et posséder les compétences et les qualifications requises. Si l'un des employés de l'entrepreneur est remplacé, la personne qui le remplace peut avoir accès aux cours de formation propres au MDN. Pour pouvoir suivre le cours de formation, les employés de l'entrepreneur doivent obtenir l'autorisation écrite préalable de l'AT, et tous les coûts associés doivent être pris en charge par l'entrepreneur.
- 10.2.4.2 En cas de modifications relatives aux exigences de formation apportées par le MDN, ce dernier doit offrir la formation gratuitement à l'entrepreneur. La formation peut également être offerte sur des systèmes propres au MDN, qui ont été implémentés ou modifiés récemment.
- 10.3 **Installations**
- 10.3.1 **Installation de BOP – 15^e Escadre Moose Jaw**

Annexe A – Énoncé du travail à exécuter – Maintien en puissance des groupes de propulsion J85

- 10.3.1.1 Le Canada fournira des locaux pour bureaux aux employés de l'entrepreneur qui travaillent sur les BOP, aux termes de l'appendice 8 – Soutien aux installations de l'Escadre. Le Canada meublera les locaux et fournira des téléphones (RCCC) et un accès au RED.
- 10.3.1.2 Les employés de l'entrepreneur affectés à des fonctions de maintenance de deuxième ligne doivent partager les installations et l'équipement avec le personnel du Canada. Le Canada conserve la responsabilité des activités de soutien suivantes dans le cadre de la maintenance de deuxième ligne :
- a. fournir du matériel de soutien utilisable pour l'entretien des aéronefs (MSEA);
 - b. entretenir et étalonner les outils existants pour la maintenance de deuxième ligne;
 - c. réaliser toutes les autres activités de soutien demandées par le MDN, l'ARC, l'escadre ou l'escadron, et liées au maintien de l'installation en bon état.
- 10.3.1.3 Les employés de l'entrepreneur peuvent utiliser les installations d'essai des moteurs J85 au besoin en soutien à la production de deuxième ligne; toutefois, la maintenance de ces installations et de l'équipement connexe est la responsabilité du Canada, y compris le recours à un marché de service pour l'étalonnage des installations d'essai des moteurs.
- 10.3.1.4 À l'heure actuelle, la maintenance des installations d'essai des moteurs J85 est réalisée dans le cadre d'un contrat général visant de nombreuses flottes de l'ARC. Si le besoin se présente, à la suite de négociations fructueuses, le Canada se réserve le droit de transférer ces activités à l'entrepreneur.
- 10.3.1.5 Les installations de maintenance de deuxième échelon sont décrites à l'appendice 8 – Soutien aux installations de l'Escadre.